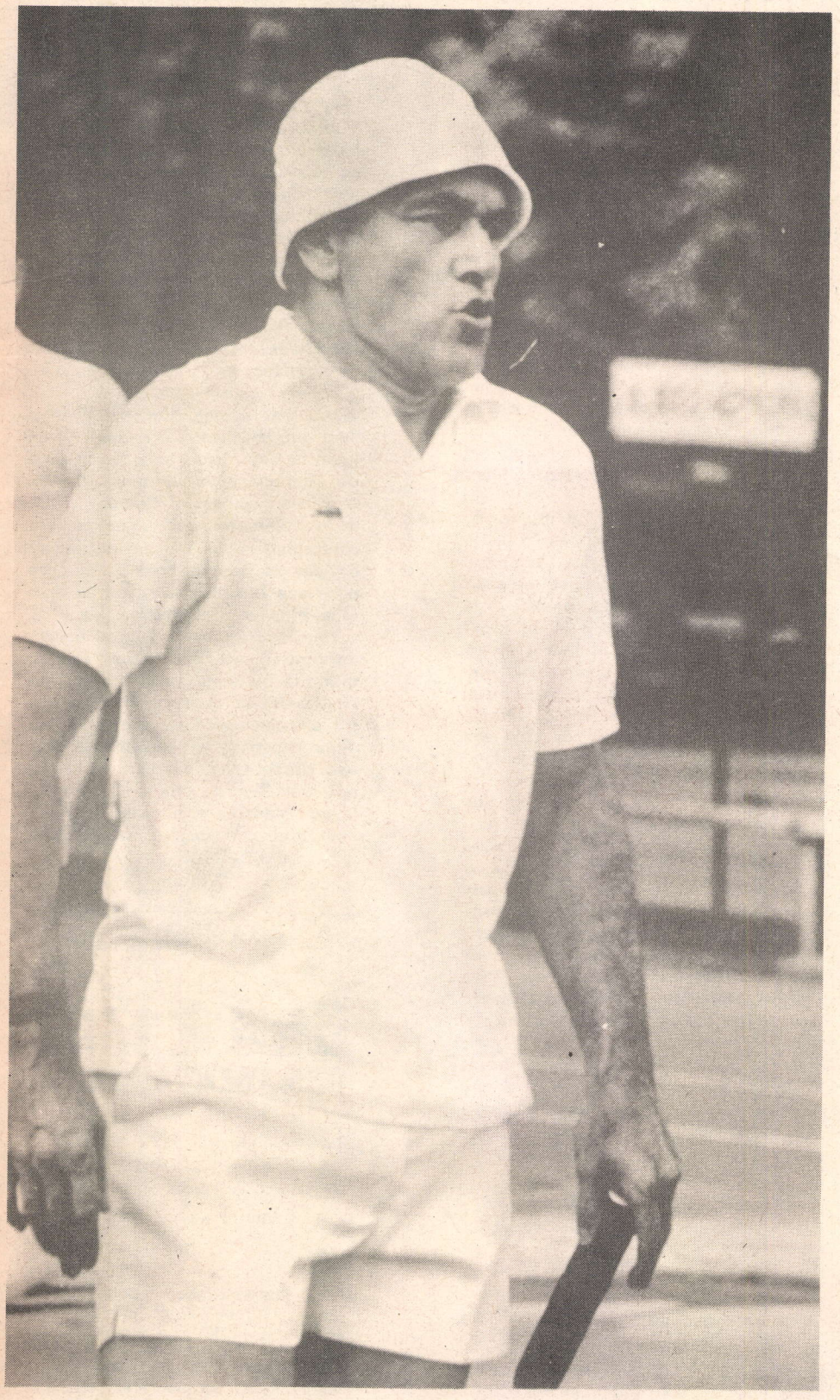
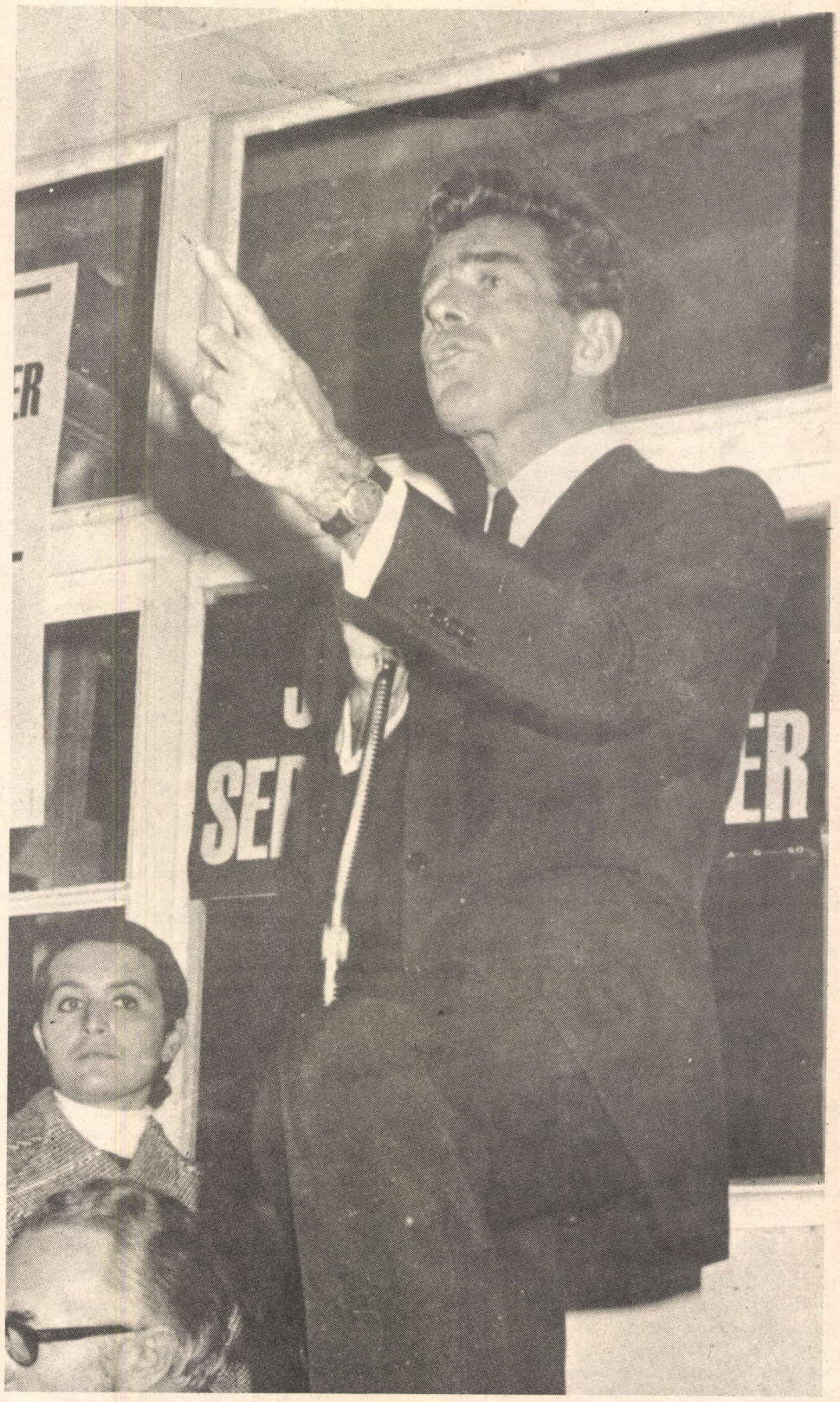
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 107 — SEMAINE DU 15 AU 21 SEPTEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

BORDEAUX :





Guignols... farces et attrapes...

le vrai visage de la démocratie bourgeoise

courrier des lecteurs

Durant toute la durée de la réunion annuelle de la Légion Américaine, les militants du « People' Army Jamboree » ont décidé de lancer une semaine d'action pour la « victoire du peuple vietnamien ». Dans le même temps, symboliquement, se tenaient à Portland deux festivals de Pop Music, plus pacifiques, mais non moins militants pour l'arrêt de la guerre au Vietnam !

Le mouvement révolutionnaire aux U.S.A. est relativement jeune, aussi cela explique-t-il que, parallèlement à la nouvelle radicalisation de la jeunesse non plus pour la « paix au Vietnam », mais pour la « victoire du peuple vietnamien », la majeure partie de cette jeunesse reste attachée à une certaine « idéologie » hippie. Par exemple, le rejet souvent total de la discipline fut responsable pour une bonne part du semi-échec de la manifestation du 30-8-70. De plus, les « révolutionnaires » américains, à 99 % étudiants, refusent systématiquement de faire un travail militant dans une classe ouvrière qu'ils considèrent à jamais « raciste et réactionnaire » ! Aussi les manifestations anti-guerre, bien que rencontrant une immense sympathie dans une population en large majorité contre la guerre, ne prennent guère qu'une signification symbolique et n'ont pas un véritable poids dans le cours des événements.

La manifestation du 30-8-70 a réuni environ 2 000 membres. La manifestation de la Légion Américaine du 31 a attiré plus de monde, c'est certain ! Tout ce que l'Amérique compte de bigots, de fascistes, de racistes étaient au rendez-vous de Portland pour voir défiler des gosses de 10 ans portant des fusils au son de chants militaires comme aux plus belles heures du nazisme ! Seul incident non prévu au programme, une cinquantaine de jeunes du « People' Army Jamboree » se glissèrent dans la parade avec des drapeaux du FNL et des portraits de Guevara. Il fallut l'intervention massive de la police pour empêcher qu'ils soient lynchés par une foule fanatisée par un spectacle si fascinant.

En fait, peu de travailleurs de Portland vinrent acclamer leurs « valeureux légionnaires ». La foule, relativement peu nombreuse, était composée à 60 % par les femmes et les enfants des 14 000 légionnaires venus de tous les Etats-Unis et à 15 % de jeunes contre la guerre. Il n'était pas rare de voir le signe « V » (paix) se former sur les doigts de nombreuses personnes dans la foule ou même des soldats défilant. Quant au reste, il était composé des commerçants du coin, attirant dans leur restaurant ou dans leur hôtel le plus de légionnaires possible.

Malgré une très forte concentration de gardes nationaux autour de Portland, malgré la floraison des véritables troupes fascistes que constituent ces légionnaires, les jeunes Américains contre la guerre recommencent demain une autre manifestation qui rassemblera plus de monde, mais qui risque plus de se terminer mal — la réunion de la Légion était terminée. Les révolutionnaires français ne peuvent que soutenir ces jeunes Américains pour qui la guerre du Vietnam est une question encore plus cruciale puisqu'il s'agit de leur propre peau, et lutter au cœur des Etats-Unis pour la « victoire du peuple vietnamien » n'est certes pas facile...

J.-P. R.
Portland, U.S.A.

Camarades,

Lecteur de « Lutte Ouvrière », je vous envoie ces quelques lignes pour votre journal que je trouve très bien : un camarade de travail me l'a fait lire et m'a renseigné sur bien des choses. C'est pourquoi je vous envoie ces petites informations.

Savez-vous qu'à notre époque, à Toulouse et dans sa banlieue, les apprentis sont les esclaves des patrons, maltraités à coups de pieds dans le derrière ou frappés au bâton parce qu'ils ne font rien, soi-disant.

Pourtant, ils nettoient l'atelier, manient des pièces lourdes et dangereuses. Lorsque l'apprenti est malade, le patron va voir les parents et leur dit que leur fils est un vaurien, cependant il faut bien soigner son mal, blessures occasionnées par la manutention ou les coups de bâton.

Et pour tout cela, il est très mal rémunéré : 10 NF pour quarante heures ou même cinquante, suivant les patrons.

Dans la banlieue, à Cugnaux, le 30 juillet 1970, dans un chantier du bâtiment, trois ouvriers sont morts ; le matériel était mauvais à la suite d'une inondation du chantier, le père et le fils ont été électrocutés, et un camarade, venu à leur secours est mort lui aussi à l'hôpital.

Il faut que cela cesse : il faut que les patrons cessent de nous faire travailler sans aucune sécurité. C'est injuste, un ouvrier a le droit de vivre tout autant qu'un patron ; il faut nous réveiller de cet esclavage que nous imposent les patrons sur les chantiers et dans les usines.

Qui va venir au secours des familles des disparus ? Les patrons ? Je peux vous le dire, personne. Les patrons se moquent de nos camarades morts sur les chantiers.

Chers camarades, il faut faire quelque chose, il faut faire connaître cela, qu'en nombre on se donne la main, et quand la classe ouvrière sera unie, à ce moment les ouvriers en lutte tiendront le bon bout ; mais il faut qu'il y ait la masse de la classe ouvrière la main dans la main, si nous ne voulons pas que les patrons nous écrasent comme des fourmis sous les souliers à clous. (...)

Chers camarades, recevez d'un ami, mes sincères salutations.

F. L.

A COLLIOURE (P.O.)

Pas de vacances pour les pauvres

La Côte Vermeille, entre Perpignan et l'Espagne, vous connaissez ? Non ? Eh bien n'essayez pas de connaître au mois d'aout si vous ne possédez pas un budget à toute épreuve.

Si malgré cet avertissement vous persistez, vous aurez la joie de prospecter tous les terrains de camping-concentrationnaire entre Canet et Cerbède pour constater qu'ils sont complets, à moins qu'on ne vous propose de piquer votre tente dans ... un garage comme c'est le cas au « Mini-Camping » de Collioure.

De guerre lasse, au bout d'une journée de vaine recherche, après avoir longuement mûri sur les routes surchargées, vous finirez par faire du « camping sauvage » (hors des terrains homologués) sur un promontoire entre Port-Vendres et Collioure... si vous arrivez avant le 15 août. En effet, après cette date, les fêtes de Collioure passées et les campings des environs ayant quelques places à vendre, l'éternel payeur que vous êtes devra plier bagages et aller se caser sur quelques mètres carrés vacants sur un terrain à 10 ou 15 F par jour. C'est ce que vous ordonne le garde municipal de Collioure, soutenu par les gendarmes.

C'est du moins ainsi que les choses se passaient les années précédentes. Mais cette année, dès la distribution des avis d'interdiction du camping sauvage, une pétition réclamant le droit de rester fut rapidement rédigée et signée par la totalité des campeurs, à deux exceptions près. 128 signatures furent recueillies. Deux gendarmes venus dans la matinée nous préciser que le camp devait être levé avant le lendemain jeudi 20 à midi furent fraîchement reçus.

La pétition devait être remise au Maire à 14 heures. A l'heure dite, 65 personnes se rassemblaient sur le camp et partaient en un cortège de 15 voitures pour la petite mairie de Collioure où leur entrée causa quelque émoi.

Monsieur le maire n'était pas là, on cherchait monsieur le maire... monsieur le maire était à Perpignan. L'arrogance de quelques employés municipaux vis-à-vis des « sauvages », qui ne peuvent pas se payer des terrains à 10 ou 15 F, calmée, quelques discussions vives aidant, on put enfin savoir que monsieur le maire serait là le lendemain à 8 h 30. Il était temps... pour les employés récalcitrants, car les esprits commençaient à s'échauffer. Jeunes et moins jeunes expliquaient de manière peu amène qu'ils voulaient qu'on leur f... la paix pendant leurs vacances.

Le lendemain, une quinzaine de campeurs reprirent le chemin de la mairie. Monsieur le maire n'était pas là ; monsieur le maire se brossait sans doute les dents, monsieur le maire n'arriva qu'à 9 h 30. Il reçut alors trois délégués et leur annonça que la fermeture du camp était reculée au lundi 24 août. Malgré l'insistance des délégués, il se réfugia derrière le règlement et l'hygiène pour refuser de repousser cette date. Ainsi jusqu'au 15 août, vous pourriez vivre dans la fange, nul ne s'en préoccupe, mais dès que quelques places de camping sont à vendre, l'hygiène fait force de loi. Monsieur le maire pleura sur le sort des malheureux... propriétaires de camping « qui ont réalisé des millions d'investissements » et voient quelques proies leur échapper, etc. Mais il fut intransigeant. Monsieur le maire a des principes et un règlement : il est de « gauche ».

La plupart des campeurs ayant prévu de partir pendant le week-end l'action en resta là ... jusqu'à l'année prochaine.

Chers camarades,

Passant mes vacances en France, je vous adresse quelques notes, prises pendant mes séjours dans les terrains de camping, sur le genre de vacances que le capitalisme « offre » aux travailleurs.

De nombreuses familles ouvrières, en effet, vu le coût des hôtels et des locations de villas, sont contraintes de camper pendant leurs vacances.

Il semble bien que jamais le cynisme et le mépris n'aient été poussés aussi loin.

Sous le prétexte fallacieux que ce type de loisir n'est pas rentable (les propriétaires de domaines qui se livrent, dans le Midi, à un véritable rackett des loisirs, ne sont pourtant pas de cet avis), le camping et le caravaning sont laissés à l'abandon. Jugeons-en :

— à Grenoble, « ville olympique », le terrain municipal est au bord du boulevard périphérique : lancés à vive allure, les véhicules font un bruit insupportable.

— à Avignon, un gardien grincheux, sans doute ex-sergent recruteur, apostrophe grossièrement les vacanciers, pour leur offrir un emplacement caillouteux au prix de 15 francs par nuit pour une famille de six personnes.

— à Raphaël, au Grau-du-Roy, à Besançon, le public est entassé au centre de la ville, au point que de nombreuses tentes ont dû être installées sur la voie elle-même, parmi les ornières.

Partout, enfin, on baigne dans le bruit, la fumée, les odeurs désagréables. Partout, on déplore l'absence d'abris, de lieux ombragés, la carence totale d'hygiène, ne serait-ce que pour assurer à chacun décence et dignité. Partout règnent la promiscuité, l'entassement.

Les femmes de travailleurs ne trouvent aucun service susceptible de favoriser leur repos : pas de crêche, ni de garderie. Si bien que, les mères de famille, placées dans des conditions encore plus pénibles que de coutume, en sont un peu plus aliénées.

Les distractions, lorsqu'il y en a, sont abêtissantes, s'efforçant d'annihiler la conscience des travailleurs, de l'enfouir sous un amas de distractions éculées : flipper, accordéon... Pour détruire toute velléité d'information, la presse disponible, dirigée par les possédants, ne propose que faits-divers et autres festivités princières ou royales.

Tout ceci, camarades, nous permet de vérifier que l'oppression, l'exploitation — qui se manifestent ainsi par l'impossibilité de récupérer en quatre semaines, notre force de travail — ne cessent pas pendant les vacances. Ce petit laps de répit, on le vole aux travailleurs ; eux seuls sauront le reprendre en organisant pour leur libération, une société socialiste.

P.F.C., Paris.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Editorial

BORDEAUX :

GUIGNOLS... FARCES ET ATTRAPES...

LE VRAI VISAGE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

JAMAIS, peut-être, dans la vie politique française, la signification réelle des élections, dans un régime bourgeois soi-disant démocratique, n'aura été aussi manifeste que dans celles qui se dérouleront le 20 septembre, dans la deuxième circonscription de Bordeaux. Jamais, peut-être, il n'avait été aussi clair que ce n'est assurément pas par la voie électorale que les travailleurs peuvent changer quoi que ce soit à leur sort (et cela, indépendamment du fait qu'il ne s'agit que d'une élection partielle, incapable de remettre en cause, quel qu'en soit le résultat, la majorité sortie des urnes en juin 1968).

Jusque-là, les élections apparaissaient toujours comme une lutte entre la droite et la gauche, ou plus exactement, comme une lutte entre la droite et les partis de gauche, partis qui affirmaient pouvoir un jour parvenir au pouvoir grâce à une victoire électorale, afin de mettre leur programme en œuvre. Nous savons, bien sûr, qu'il n'y avait aucune illusion à se faire à ce propos, que la gauche n'avait que bien peu de chances de parvenir ainsi au pouvoir, et que même si elle y parvenait, rien ne pouvait garantir qu'elle tiendrait ses promesses électorales. Et, de fait, à chaque fois que la gauche s'installa au gouvernement, ce fut pour y faire la politique de la droite. Mais les apparences étaient là, et des millions de personnes pouvaient s'imaginer, en allant glisser leur bulletin dans l'urne, qu'elles décidaient ainsi du sort et de la politique du pays.

A Bordeaux, les choses se présentent différemment. La campagne électorale est centrée sur la lutte entre deux play-boys politiques qui, quoiqu'ils médisent beaucoup l'un de l'autre, se ressemblent comme deux gouttes d'eau. L'un se présente au nom du fameux « changement dans la continuité », alors que l'autre se prétend « réformateur », mais en fait, ce qui les caractérise le mieux l'un et l'autre, c'est leur rivalité pour se disputer les faveurs de Henry Ford, c'est de se présenter comme les meilleurs amis des grands capitalistes, que ce soit Dassault ou Riboud.

Et la physionomie particulière de ces élections de Bordeaux n'est pas un accident local. Elle s'inscrit au contraire dans la tentative de créer, à côté de l'U.D.R., une autre grande formation politique capable de modeler la vie politique française sur le modèle du bipartisme tel qu'il existe aux U.S.A., en Grande-Bretagne ou en Allemagne Fédérale, afin que le mécontentement éventuel puisse être canalisé entre les deux rives d'un Parlement partagé entre deux grands partis bourgeois.

Mais il existe en France un obstacle considérable à cette perspective : c'est justement ce que le « bipartisme » voudrait combattre, à savoir la présence d'un fort parti communiste représentant un cinquième ou un quart de l'électorat. Et ce à quoi nous assistons à Bordeaux, c'est à une tentative de contraindre les formations de ce qu'on appelle la « gauche non communiste » à une alliance avec une partie de la droite classique, de manière à créer cette fausse alternative à l'U.D.R. C'est en quelque sorte la suite de l'opération Poher des dernières élections présidentielles, moins les illusions qu'avait entraîné le départ de de Gaulle.

Bien sûr, Chaban-Delmas et Servan-Schreiber ne sont pas les deux seuls candidats en lice. Mais que proposent donc le candidat de la Convention, soutenu par le parti socialiste, et le candidat du parti communiste français. Le premier, bien incapable de définir une quelconque perspective politique dans les conditions actuelles, se contente de faire campagne sur de fumeux projets d'aménagement technique de la région. Et le candidat du P.C.F., face à cette comédie, réclame à cors et à cris l'unité avec le premier, affirmant que c'est là la seule voie pour sortir de l'impasse, et pour permettre aux travailleurs d'améliorer leur sort.

Autrement dit, Taïx veut construire un barrage sur la Gironde, et la politique réaliste du candidat communiste consiste à lui demander d'associer le P.C.F. à cette entreprise !

Si les révolutionnaires présentent un candidat dans ces élections, ce n'est évidemment pas pour apporter des solutions « techniques » plus valables que celles des autres candidats, parce que ce n'est pas là que se situe le problème.

Il ne suffit pas d'installer une usine Ford pour résoudre les problèmes des travailleurs bordelais, y compris celui du chômage, car ces problèmes ne sont pas liés à l'absence d'une ou de plusieurs entreprises capitalistes, mais au contraire à la présence du système capitaliste (rien ne prouve d'ailleurs que le projet Ford ne se montrera pas aussi itinérant dans l'avenir, qu'il le fut par le passé : que Pompidou brigue la mairie de Carjac, et on verra peut-être Ford promettre d'aller installer sa future entreprise dans les Causses !)

Les révolutionnaires ne présentent pas non plus un candidat en affirmant que, élu député, il pourrait faire pour les travailleurs des tas de choses que les autres ne font pas. Et pas seulement parce que dans la circonscription essentiellement bourgeoise qui est en cause, il n'a pratiquement aucune chance d'être élu. Mais parce qu'aucun député, quelle que soit sa bonne volonté, ne saurait apporter la moindre amélioration au sort des travailleurs du seul fait qu'il siège au Parlement.

Le pouvoir ne réside pas dans le Parlement. Le pouvoir de la bourgeoisie réside en dernière analyse dans l'armée et dans la police, et dans les hauts fonctionnaires, liés à la bourgeoisie par mille fibres, qui dirigent cette armée et cette police. En un mot, le pouvoir de la bourgeoisie réside dans son appareil d'Etat, et c'est celui-ci que les travailleurs devront briser un jour, s'ils veulent que la société fonctionne dans leur intérêt, c'est-à-dire dans celui de l'immense majorité de la population, et non dans l'intérêt d'une petite minorité privilégiée.

La seule chose que pourrait faire un député révolutionnaire (mais ce ne serait déjà pas si mal), ce serait de dénoncer les scandales et les tripatouillages qui se déroulent à la Chambre, ce serait de se servir du Parlement comme d'une tribune pour faire entendre la voix des travailleurs à tout le pays.

Si la deuxième circonscription est une circonscription essentiellement bourgeoise, comme toute la presse l'a reconnue, elle n'en comprend pas moins, à ses deux extrémités, des quartiers populaires, dont l'un, le quartier Saint-Pierre, est l'un des plus déshérités de Bordeaux. C'est à la population laborieuse de ces quartiers, à la population laborieuse de la deuxième circonscription et, par delà les limites de celle-ci, à tous les travailleurs, que les révolutionnaires s'adressent.

Depuis une quinzaine, déjà, dans toutes leurs interventions, ils ont dénoncé les conditions de travail, les conditions de vie, les conditions de transport que la bourgeoisie impose aux travailleurs. Et, contrairement à tous les candidats qui présentent le bulletin de vote (se portant sur leur nom, bien sûr) comme le remède miracle, ils ont expliqué que ce n'est que par la lutte, qu'en prenant eux-mêmes leur sort entre leurs mains, que les travailleurs pourront l'améliorer.

Tous ceux qui rejettent le système capitaliste, qui ont compris qu'il n'y avait d'avenir digne d'être vécu que dans une société socialiste, fondée sur le pouvoir des travailleurs, qui veulent exprimer leur mépris du cirque électoral auquel participent non seulement les Chaban-Delmas et les Servan-Schreiber, mais aussi les Taïx et le candidat du Parti Communiste Français, voteront dimanche prochain pour le candidat des révolutionnaires. Et ceux qui n'ont pas le droit de vote, les jeunes, les travailleurs immigrés, comme ceux qui n'habitent pas dans la deuxième circonscription de Bordeaux, soutiendront sa campagne, car c'est en fait leur campagne.

Les voix qui se porteront sur le candidat révolutionnaire seront sans doute bien peu nombreuses encore. Mais elles n'en auront pas moins une grande importance, car elles exprimeront la formation dans ce pays d'un courant politique auquel l'avenir appartient, parce qu'il est le seul qui se batte réellement sur le terrain du socialisme, et que l'avenir appartient au socialisme.

sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**

Supplément « élection Bordeaux » pages I, II, III, IV.
— Le cirque électoral.
— Lettre ouverte aux électeurs communistes.
— La campagne du candidat révolutionnaire.
— Plus de rats à St-Pierre.

● **Leur nouvelle société**

Page 11
— La rentrée sociale de la C.F.T.
Page 12
— Le rapport de l'administration pénitentiaire.
— Quand la SNCF fait des économies.
Page 16
— T.E.E. et trains de banlieue.
— Non au double tarif du métro parisien.
— Poursuites engagées contre les imprimeurs de « La Cause du Peuple ».

● **Dans les entreprises**

Page 10
— Idéal Standard : la « rentrée » des accidents.
— Péchiney-St-Gobain, Renault (Billancourt), C.S.F.-St-Egrève.
Page 11
— Dans le bâtiment à Clermont-Ferrand.
— L'entreprise F. Bouygues : le compagnonnage au XX[e] siècle.
Page 12
— I.B.M. : répression.

DANS LE MONDE

● **Jordanie**

Pages 4 et 5
— Offensive de Hussein contre la Résistance palestinienne.
— Qui sont les pirates ?

● **Chili**

Page 5
— La victoire de l'unité populaire est loin d'être celle du peuple.

● **Vietnam**

Pages 6 et 7
— Le vingt-cinquième anniversaire de la République démocratique du Vietnam.
— Lorsque le Vietminh écrasait le prolétariat révolutionnaire de Cochinchine.

DIVERS

Page 8
● **Revue de la presse d'extrême-gauche**

Page 9
● **En bref**

Pages 13 et 14
● **Feuilleton**

Page 15
● **Livres**
— La guerre civile aux Etats-Unis, de Marx et Engels.

● **Mots croisés**

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

JORDANIE

OFFENSIVE DE HUSSEIN CONTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ?

LA nouvelle recrudescence d'accrochages violents entre les groupes de fedayins et les bédouins du roi Hussein pourrait n'être qu'un épisode sanglant de plus dans les relations tendues entre les organisations palestiniennes et le pouvoir jordanien, si elle ne se plaçait pas dans le contexte politique créé par l'acceptation du plan Rogers par Nasser. Dans ce contexte, les bruits concernant la préparation d'un coup de force contre les fedayins par l'armée jordanienne non seulement paraissent fondés, mais une tentative visant à briser la résistance palestinienne apparaît de plus en plus dans la logique de la situation politique actuelle au Moyen-Orient.

Le désir du roi Hussein de réduire les organisations palestiniennes est à peu près aussi ancien que l'activité de ces dernières.

Mais jusqu'ici, le rapport des forces n'était guère favorable au souverain jordanien et toute tentative de coup de force risquait de tourner au désastre de la monarchie. La résistance palestinienne semblait bénéficier du soutien peu ou prou de tous les gouvernements arabes, en même temps que de la sympathie populaire. S'attaquer à elle eût été donner un dénominateur commun à toutes les haines que ce régime, un des plus réactionnaires et des plus oppressifs du Moyen-Orient, suscitait contre lui ; cela eût été aussi isoler la monarchie par rapport à la quasi totalité des autres gouvernements arabes.

L'acceptation du plan Rogers par Nasser a cependant considérablement modifié le rapport des forces. Cette acceptation était la reconnaissance claire et nette du lâchage de la résistance palestinienne par celui qui, malgré tout, fait figure de chef de file du nationalisme arabe. L'Egypte fut suivie par la Libye et le Soudan, deux parmi les plus verbeusement « pro-fedayins » des pays arabes, sans parler des gouvernements arabes dits modérés, dont le soutien du bout des lèvres à la résistance palestinienne n'allait jamais au-delà du strict nécessaire pour ne pas trop froisser le sentiment national de leur population.

Pratiquement, l'Irak mise à part — et encore, comme le montre le désaveu des enlèvements d'avions par Bagdad — la résistance palestinienne se retrouve isolée par rapport aux gouvernements arabes, même si ceux-ci continuent à rester prodigues en discours amicaux. Du même coup, la perspective prônée par la résistance palestinienne, à savoir la victoire militaire sur l'Etat d'Israël, perspective qui aux yeux du peuple palestinien pouvait apparaître réaliste tant que la résistance était partie intégrante d'une coalition arabe anti-israélienne, s'évanouit, ou du moins devient bien plus lointaine.

Et s'il est difficile de savoir dans quelle mesure tout cela affecte le moral de ceux qui sont engagés dans la résistance — il peut en résulter aussi bien une démoralisation qu'une détermination accrue par le désespoir — il est probable par contre que l'ensemble de la résistance s'en trouve plus isolé par rapport à ceux qui trouvent le « réalisme » de Nasser plus sage que l'aventurisme des fedayins. Dans ces conditions, il est logique que Hussein envisage sérieusement d'entreprendre ce qui, il y a quelques mois encore, semblait hors de sa portée : soumettre la résistance palestinienne. (Qu'il le fasse ouvertement — ce qui est moins probable — ou qu'il se pose en médiateur après un coup de force des troupes bédouines la manière de parvenir à ses fins importe peu.)

Dans cette situation, la brusque recrudescence des actions d'éclat perpétrées par certaines organisations palestiniennes, tels les enlèvements d'avions spectaculaires, apparaît plus comme une fuite en avant désespérée que le début d'une nouvelle phase de la lutte. Ses résultats illustrent au demeurant les limites de l'action terroriste. De toute évidence, de telles actions n'ont aucune vertu en soi, elles ne peuvent pas redresser la situation des organisations palestiniennes, tout au plus elles accélèrent le processus engagé, un processus qui est précisément défavorable. Au lieu de renforcer la résistance, elles accroissent son isolement. Le désaveu de l'Irak, le gouvernement arabe qui jusqu'ici semblait le plus soucieux de s'assurer des liens solides avec la résistance palestinienne, en est une des manifestations publiques.

Si aujourd'hui la résistance palestinienne se retrouve dans la situation la plus menaçante depuis qu'elle s'est formée, cela est dû à bien des raisons. Mais sa propre politique est certainement une des plus importantes d'entre elles.

En plaçant sa lutte sur le terrain du nationalisme palestinien, la résistance palestinienne a peut-être gagné quelques faux amis momentanés, parmi les gouvernements arabes en place, faux amis qui n'hésitent pas aujourd'hui à la lâcher, hypocritement ou avec un franc sourire de soulagement ; mais elle s'est coupée de la possibilité de gagner de véritables alliés.

Les débris du Bœing 747, détourné dimanche par les commandos palestiniens et détruit par eux après son atterrissage au Caire.
(photo A.F.P.)

Ces alliés, elle aurait pu les trouver en premier lieu dans le peuple des pays arabes dont en fin de compte elle préféra les gouvernements. Elle a toujours refusé d'intervenir politiquement dans les affaires des autres pays arabes, respectant scrupuleusement le statu-quo, fût-il en faveur des régimes les plus réactionnaires, tel entre autres, précisément, celui de Hussein. Elle a toujours tenu à affirmer hautement que ses objectifs se limitent à la reconquête de la Palestine et par conséquent, sa lutte, malgré les sympathies qu'elle pouvait susciter auprès de tous les peuples arabes, ne pouvait offrir à ces derniers aucune perspective. Elle a, en fin de compte, même contribué à consolider les régimes qui aujourd'hui se retournent plus ou moins ouvertement contre elle, en monnayant les sympathies dont elle pouvait bénéficier en certificats de « bon panarabisme » délivrés à tout potentat qui voulait bien lui donner un vague appui verbal.

Et aujourd'hui, elle peut constater amèrement qu'en refusant « d'intervenir dans les affaires intérieures des autres pays arabes », autrement dit en refusant de se donner en les peuples de ces pays et contre leurs gouvernements, des alliés véritables, elle a été un des principaux artisans de son propre isolement.

Des alliés, elle aurait pu en trouver même en Israël, en offrant une perspective à tous ceux qui, dans ce pays, ressentent plus ou moins clairement que la politique sioniste antiarabe qui enchaîne Israël à l'impérialisme américain et qui fait du pays un immense ghetto menacé de l'extérieur comme de l'intérieur, est la pire qu'Israël puisse poursuivre. Mais encore eût-il fallu montrer à tous ceux-là, que l'ennemi de la résistance palestinienne n'est pas le peuple juif, et qu'il y a de la place pour celui-ci dans le cadre d'un Etat fédératif, accordant les mêmes droits aux Palestiniens et aux Juifs, et en tant qu'individus, et en tant que nations.

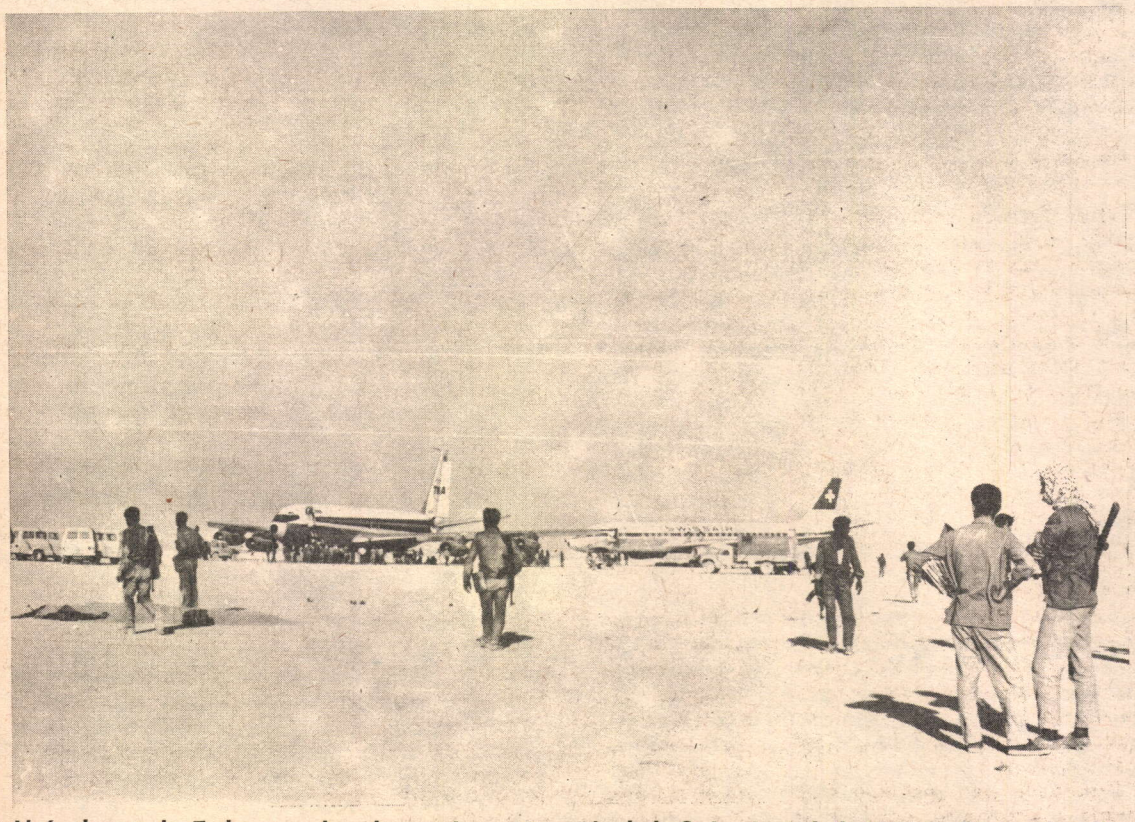
Mais une telle politique est aux antipodes de l'étroit nationalisme palestinien des mouvement de résistance.

Bien que, en raison en grande partie de, sa propre politique, la résistance palestinienne se retrouve aujourd'hui dans une situation difficile, il serait trop tôt pour le gouvernement d'Israël ou pour les gouvernements arabes de se réjouir ; les premiers de s'être débarrassés d'un ennemi, et les seconds d'un « allié » par trop encombrant.

Car les bédouins du roi Hussein peuvent peut-être — quoique cela ne soit pas tout à fait certain - démanteler les organisations de résistance. Mais tout le potentiel de lutte du peuple palestinien, jusqu'ici canalisé dans la direction du nationalisme anti-israélien, peut se retourner directement contre le régime jordanien. Et plus généralement, une guerre ouverte déclarée par Hussein au peuple palestinien, avec la complicité tacite ou exprimée d'à peu près tous les gouvernements arabes, contribuerait à disloquer le mythe de l'unité d'intérêt de tous les arabes sans exception face à Israël, mythe qui était finalement un des plus sûrs garants de gouvernements corrompus contre leurs peuples.

Mais les sionistes d'Israël ne devraient pas se réjouir trop tôt non plus. Car la résistance palestinienne actuelle, précisément en raison de ses limites politiques, n'était pas l'ennemi le plus dangereux qu'ils aient pu avoir en face. Et tant qu'Israël poursuit sa politique d'oppression à l'égard du peuple palestinien, celui-ci donnera toujours son soutien à ceux qui voudront combattre l'oppression.

G. Kaldy.



L'aérodrome de Zarka avec les deux avions détournés de la Swissair et de la TWA gardés par les Fédayins en armes.
(photo AFP)

- C'est inimaginable, chers auditeurs, les otages ont dû vivre pendant cinq jours comme des arabes !.....

QUI SONT LES PIRATES ?

LA détention d'otages, en plein désert, par les fedayins palestiniens a provoqué l'indignation de la grande presse, qui n'est pas chiche de qualificatifs pour décrire les conditions faites au passagers des avions détournés. Et ceux qui font partie de ce que l'on appelle les milieux politiques ne sont pas les derniers à y aller de leur petit couplet humanitaire. Ceux qui sont responsables de millions de morts des guerres coloniales, sans compter les victimes de la misère qu'ils ont engendrée, s'indignent aujourd'hui. Les pirates de haute course se font les champions de la lutte contre la piraterie aérienne, c'est un comble !

Que vaut la protestation d'un gouvernement comme le gouvernement français, dont le détournement de l'avion qui transportait les dirigeants du F.L.N. algérien fut un des crimes les plus véniels, tandis que dans le même temps il était responsable de la mort d'un million d'Algériens (plus d'un Algérien sur dix) ! Que vaut la protestation du gouvernement U.S. qui assassine en ce moment tout un peuple en Indochine, et qui contribue au maintien des dictatures les plus féroces en Amérique Latine ! Que vaut la protestation des représentants de l'impérialisme anglais, qui fonda sa puissance sur l'exploitation d'un immense empire colonial.

Si, aujourd'hui, il y a une piraterie à dénoncer, c'est bien celle de l'impérialisme, responsable du détournement des richesses des pays qu'ils mirent et continuent de mettre en coupe réglée, sans s'inquiéter des vies humaines.

Et quand, aujourd'hui, les brigands donnent le ton, dans le concert d'indignations suscité par les détournements d'avions organisés par les Palestiniens, rappelons-les à plus de décence. Eux qui s'apitoient sur le sort des quatre cents otages, gardés dans le désert, n'ont-ils jamais songé que le sort des otages, pendant quelques jours, c'était le sort des Palestiniens depuis maintenant vingt-trois ans.

Si nous ne sommes pas d'accord avec la tactique déployée en la circonstance par les commandos palestiniens, nous comprenons leur désespoir. Et nous sommes à leur côté pour en dénoncer les responsables : ceux qui, pour maintenir leurs intérêts politiques et économiques, acceptent, soit comme responsable, soit comme complice, qu'ils restent parqués dans des camps, sans espoir que leur sort puisse un jour changer. Aujourd'hui, les Palestiniens, abandonnés de tous, utilisent les armes qui leur restent. Et nous dénions aux responsables de cette situation le droit de s'en indigner.

J.P. Vali.

Halte à la violence !....

CHILI

LA VICTOIRE DE « L'UNITÉ POPULAIRE » N'EST PAS ENCORE CELLE DU PEUPLE

Une affiche électorale de l'extrême-droite représentant Allende (à droite sur l'affiche) et Rodomiro Tomic (candidat chrétien-démocrate) « Voter pour un autre, dit-elle, ceux-là sont les mêmes ». Les électeurs chiliens ne l'ont pas entendu de la sorte.

(Ph. U.P.I.)

L'HUMANITE triomphe. La victoire du candidat de « l'Unité Populaire » aux élections présidentielles chiliennes ne justifie-t-elle pas toute la politique du PCF ? Qu'importe l'impasse de la voie électorale pour l'instant, et sans doute pour longtemps encore, en France ! Au Chili, Salvador Allende, candidat soutenu par un front des six partis de gauche, allant des communistes aux démocrates chrétiens de gauche, est arrivé en tête avec 36,3 % des voix contre 34,9 à son adversaire d'extrême-droite, Jorge Alessandri, et 27,8 au candidat démocrate chrétien. Cela ne démontre-t-il pas que la tactique d'unité de la gauche sur le plan électoral est payante ?

Pourtant, au Chili, les vrais problèmes ne font que commencer.

Tout d'abord parce que Allende n'est pas encore élu président de la République chilienne. Puisque aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, c'est le Parlement qui doit trancher entre les deux premiers. Le choix entre Allende et Alessandri dépend maintenant du vote des députés démocrates chrétiens le 29 octobre prochain. Aujourd'hui, ils penchent en faveur du candidat de la gauche, nous dit-on. Ils ont près de deux mois pour y réfléchir... et réviser leur position.

Le choix dépend en fait des classes dirigeantes chiliennes et peut-être encore plus de l'impérialisme américain. Accepteront-ils ou non le gouvernement de gauche de Allende ? Et à quelles conditions ?

L'annonce des résultats électoraux a provoqué, paraît-il, la consternation à Washington et une certaine panique parmi la bourgeoisie chilienne. Dès le lendemain, une fuite de capitaux et aussi de personnes hors du pays était signalée : « l'Unité Populaire » a inscrit à son programme la nationalisation des grandes compagnies américaines, dont l'Anaconda Copper, et la réforme agraire.

Que certains soient donc bien décidés à barrer la route de la présidence à Allende ne fait guère de doute. Au moyen du vote des députés chrétiens démocrates chrétiens si c'est possible. Par d'autres s'il le faut.

Car la bourgeoisie chilienne et l'Anaconda n'ont certainement pas le fétichisme de la légalité qui est celui de la gauche chilienne et qui fait le grand bonheur de l'Humanité. On parle d'un coup d'Etat possible et d'un putsch militaire. On cite même le nom du général qui pourrait en prendre la tête. Tout comme en Espagne, il y a plus de trente ans, on pouvait voir se préparer quasi ouvertement la conspiration de la droite et de l'armée autour de Franco après la victoire électorale du Front populaire.

Et, tout comme en Espagne, la gauche, toute à ses préoccupations électorales, toute à son légalisme, n'a en rien préparé le peuple chilien, qui vient de lui accorder sa confiance, à faire face à la situation. Tout au contraire, dans l'espoir d'amadouer une droite qui est prête à étrangler la constitution pour défendre ses privilèges, Allende multiplie les déclarations rassurantes sur son désir de jouer le jeu alors que la tâche la plus urgente du moment serait d'armer et moralement et matériellement le peuple chilien. Allende est en fait en train de désarmer le peuple chilien dans le moment même où ses pires ennemis fourbissent ouvertement leurs armes. La gauche chilienne n'a pas plus appris de l'histoire que la nôtre.

Il est possible aussi, bien entendu, que les classes dirigeantes chiliennes et les grandes compagnies américaines laissent Allende s'installer tout de même dans le fauteuil présidentiel. Les premiers mouvements de la démocratie chrétienne semblent indiquer qu'une fraction au moins est favorable à cette politique. Après tout, le Chili a déjà connu d'autres gouvernements de front populaire ou de gauche, soutenus par les communistes en 1938 et même avec des ministres communistes en 1946. Cela n'a pas modifié considérablement ni le sort du peuple chilien ni celui des classes privilégiées ni même celui des grandes compagnies américaines implantées dans le pays. Pourquoi Allende serait-il d'une autre classe que ses prédécesseurs ?

L'Anaconda et la bourgeoisie chilienne peuvent donc laisser Allende parvenir à la présidence, attendre et voir venir. D'autant plus qu'elles auront toujours à leur disposition et les députés démocrates chrétiens et l'extrême-droite, l'armée et la C.I.A. au cas où le président ferait mine de remplir son contrat. L'hypothèse est-elle bien meilleure pour le peuple chilien ?

Qu'est-ce qui enthousiasme donc les rédacteurs de l'Humanité ?

J. MORAND.

Le 25e anniversaire de la Répu

Un Vietnam indépendant...

mais pas un Vietnam socialiste

EN mai 1941, le Parti Communiste Indochinois se transformait en « Ligue pour l'indépendance du Vietnam » (Vietnam Doc Lap Dông Minh, en abrégé « Viet Minh »), qui se voulait être « un large front national rassemblant non seulement les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois et les bourgeois nationaux, mais aussi les propriétaires terriens patriotes » et qui se proposait pour but « la réunion de tous les patriotes, sans distinction de fortune, d'âge, de sexe, de religion ou d'opinion politique, pour travailler ensemble à la libération de notre peuple et au salut de notre nation ». Son programme précisait : « Après le renversement des fascistes japonais et des impérialistes français, il sera institué un gouvernement révolutionnaire de la République démocratique du Vietnam, dans l'esprit de la nouvelle démocratie et avec le drapeau rouge à l'étoile d'or pour emblème ».

Quatre ans plus tard, le 2 septembre 1945, à la faveur de la vacance du pouvoir engendrée à la fois par l'effondrement de l'impérialisme français en Indochine à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et par la capitulation du Japon le 10 août 1945, le programme du « Viet Minh » était réalisé. Les jougs japonais et français s'effondrèrent. Et Ho Chi Minh, proclamait l'indépendance du Vietnam et la création d'un nouvel Etat : la République Démocratique du Vietnam.

Vingt-cinq ans après ces événements, on commémore la naissance du premier Etat vietnamien indépendant et par la même occasion, le début d'une ère nouvelle : celle de l'éveil des luttes de libération nationale des peuples des pays colonisés.

Mais de là à fêter les vingt-cinq ans du « Vietnam socialiste », il y a un pas, et un pas de taille, que les révolutionnaires prolétariens ne peuvent franchir.

Car si le Vietminh a fini — après bien des tergiversations et de tentatives de compromis comme on le verra — par se mettre à la tête de la lutte sans merci dans laquelle s'est engagé le peuple vietnamien pour se débarrasser des colonisateurs français, sa politique n'avait rien de socialiste et pendant toute une période, ne prétendait même pas l'être.

Jamais ces combattants du nationalisme ne se sont battus sur le terrain du socialisme, mais sous celui de la révolution nationale bourgeoise. Jamais ils ne se sont battus en tant que représentants du prolétariat révolutionnaire, ayant des objectifs propres différents, voire fondamentalement opposés à ceux des autres classes et couches de la nation vietnamienne, mais en tant que représentants de cette nation dans son ensemble, y compris, comme le disait un des leurs (Hoang Quoc Viet) « les petits bourgeois et les bourgeois nationaux, mais aussi les propriétaires terriens patriotes ».

Mais si, à des degrés différents, et pour des raisons parfois opposées, toutes ces classes pouvaient se retrouver dans un même désir de se débarrasser du colonisateur français, les intérêts nationaux communs ne faisaient que masquer les oppositions de classes. Et lorsque ces oppositions prirent le dessus, lorsque le prolétariat vietnamien tenta de s'organiser et de lutter autour de son propre programme, les dirigeants viet-minh du nouvel état intervinrent avec une violence qu'ils ne témoignèrent guère à l'époque à l'encontre de l'impérialisme, pour noyer dans le sang ces tentatives.

Et le jugement que les révolutionnaires socialistes formulent à l'égard du Vietminh et de l'état dont il assume la direction, ne doit pas procéder à partir de l'étiquette « communiste » dont se sont affublés les Ho Chi Minh et ses semblables, mais de ces affrontements de classes qui, au milieu de septembre 1945, s'achevèrent par l'écrasement de la première grande manifestation autonome du prolétariat indochinois par la police et l'armée viet-minh, agissant dans l'intérêt des bourgeois et des possédants vietnamiens de toutes sortes.

Non, le Viet-Minh ne représentait pas les intérêts du prolétariat, mais ceux de la bourgeoisie nationale vietnamienne, bourgeoisie frustrée, dont le développement avait été étouffé depuis des dizaines d'années par l'inpérialisme français et qui, précisément par l'intermédiaire du Viet-Minh, canalisait à son profit la haine anti-colonialiste du petit peuple d'Indochine.

Le discours prononcé l'après-midi du 2 septembre devant une foule en liesse par Ho Chi Minh, aussi violent fût-il à l'égard du colonialisme français, était des plus clairs à cet égard : « Depuis plus de quatre-vingts ans, la bande des colonialistes français, sous les trois couleurs symbolisant pourtant la liberté, l'égalité et la fraternité, a dérobé notre territoire et opprimé notre peuple... Les Français ne nous ont donné aucune liberté politique, ils ont institué une législation barbare, ils ont créé plus de prisons que d'écoles, ils ont noyé dans le sang toutes nos révoltes, ils ont baillonné l'opinion, ont utilisé l'opium et l'alcool pour abrutir notre race... Sur le plan économique, ils nous ont dépouillés jusqu'à l'os, ils ont dérobé nos rizières, nos terres, nos forêts, nos mines... Ils nous ont accablés d'impôts absurdes... ILS ONT EMPECHE NOS CAPITALISTES DE S'ENRICHIR. » (C'est nous qui soulignons.)

25 ans de lutte pour leur indépendance nationale. (A.F.P.)

Et au lendemain de l'indépendance, si les travailleurs vietnamiens qui aspiraient à empêcher de façon radicale « leurs capitalistes de s'enrichir » en créant un Etat ouvrier furent sauvagemment liquidés, les tirades enflammées des dirigeants nationalistes vietnamiens contre la France s'attiédirent singulièrement : ils avaient découvert dans les ex-colonialistes des soutiens momentanés éventuels à leurs intérêts bourgeois nationaux.

Pendant des mois, Ho Chi Minh et les siens tenteront désespérément de trouver une solution de compromis, ménageant les intérêts essentiels de l'impérialisme français tout en apaisant la colère anti-impérialiste du peuple. Mais la suite des événements aura prouvé qu'un tel compromis n'existait pas. L'impérialisme français ne voulait rien céder, et le peuple en avait assez du joug colonial.

En octobre 1945, Ho Chi Minh déclare à un journaliste français : « La France et le Vietnam ont depuis longtemps conclu un mariage. Le mariage n'a pas toujours été heureux, mais nous n'avons pas intérêt à le briser... La France est un pays curieux. Elle est un foyer d'admirables idées, mais quand elle voyage, elle ne les exporte pas avec elle. »

La phase de la politique de négociation dans le but de collaborer avec l'impérialisme français, afin de lui faire accepter « à l'amiable » l'indépendance, était ouverte. Elle ne devait s'achever qu'en décembre 1946, plus d'un an plus tard, lorsque l'impérialisme français, et non pas Ho Chi Minh, prit l'initiative de la rupture, et de la guerre.

De l'Indépendance à la guerre, en passant par un an et demi de tentatives de collaboration

Le 16 septembre 1945, le « Viet-Minh » au pouvoir se déclare prêt à négocier avec de Gaulle sur la base de l'adhésion du Vietnam à l'Union Française. Pendant ce temps, les impérialistes français tentent d'acheminer vers le Vietnam les maigres troupes dont ils disposent.

En attendant ces troupes, le 13 septembre 1945, avec l'aide d'une compagnie d'un régiment d'infanterie, d'un bataillon et de dix mille deux cents Français, anciens prisonniers des Japonais, le colonel français Cédile, parachuté peu de temps auparavant, attaque les troupes vietminh et les chasse de Saigon. La population ouvrière, écrasée par le Vietminh dix jours auparavant, ne réagit pas.

Le 5 octobre 1945, Leclerc débarque à Saigon. Le gouvernement français, qui n'a pas la force d'attaquer l'ensemble du Vietnam, cherche à gagner du temps. De son côté, Ho Chi Minh ne demande qu'à négocier. Le 6 mars 1946, un accord est conclu entre le gouvernement vietnamien et le gouvernement français, accord qui reconnaît l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union Française et de la Fédération Indochinoise.

Le gouvernement Ho Chi Minh se déclare prêt à accueillir amicalement les troupes françaises à Haïphong, Leclerc faît donc débarquer quinze mille soldats dans la capitale du Tonkin sans rencontrer la moindre résistance.

Mais toute une partie du Vietnam, la Cochinchine, n'est pas rattachée au nouvel Etat. L'impérialisme français promet d'y organiser un référendum. Passant outre, l'amiral d'Argenlieu, haut commissaire de France en Indochine, y fait proclamer, dès le 1er juin, la « République de Cochinchine », Etat indépendant du Vietnam, et y installe ses troupes. La veille, Ho Chi Minh est parti pour la France pour continuer les négociations sur la base de l'accord du 6 mars.

Pendant ce temps, les troupes françaises commencent l'occupation des hauts plateaux, ce qui n'empêche nullement Ho Chi Minh de déclarer le 15 août au journal « Franc-Tireur » : « Je suis venu pour faire la paix, je ne tiens pas à rentrer à Hanoi les mains vides. Je veux y retourner avec la France, c'est-à-dire apporter au peuple vietnamien la certitude de la collaboration que nous souhaitons. »

Le 11 septembre, il déclare à l'agence « Associated Press », au sujet des négociations : « Il n'y a pas de désaccord véritable entre nous. Nos divergences sont celles que l'on trouve au sein de chaque famille. »

Un nouvel accord, qui reprenait les termes de celui du 6 mars, est signé le 14 septembre. Il prévoit entre autres un arrêt des combats dans le sud entre troupes françaises et vietminh. Mais la bourgeoisie française n'avait jamais considéré le compromis du 6 mars que comme un armistice avantageux, préalable à une nouvelle offensive contre les masses vietnamiennes.

En arrivant à Haïphong, à son retour de Paris, l'oncle Ho, pour bien montrer son attachement à l'accord intervenu, fait chanter « La Marseillaise » à la foule venue l'acclamer.

blique démocratique du Viêtnam

Ho-chi-minh en 1945 lorsqu'il recherchait la collaboration de la France. (U.P.I.)

Le 23 novembre, c'est l'issue prévisible : les canons du croiseurs «Suffren» écrasent un quartier d'Haïphong sous les obus, faisant six mille victimes. Et les 19 et 20 décembre 1946, les troupes françaises tentent de désarmer les milices vietminh qui, dès lors, avec Ho Chi Minh et Giap reprennent le maquis.

A nouveau maquisards mais pas plus socialistes

Le court épisode qui s'étend d'août 1945 à décembre 1946 a bien montré que, jusqu'au bout, la direction du Vietminh était prête à négocier avec l'impérialisme français en lui donnant de très larges garanties. A la fin décembre, Ho Chi Minh déclarait encore : « Cette guerre, nous voulons à tout prix l'éviter. Nous sommes passionnés pour notre indépendance, mais pour l'indépendance au sein de l'Union Française. La guerre ne paie pas. Le relèvement du Vietnam ne permet pas cette hécatombe, ces souffrances. »

Mais ce fut la bourgeoisie française qui, comme elle le fit en 1954 en Algérie, se refusa à tout compromis, sûre d'écraser la population vietnamienne. Ainsi, la guerre d'Indochine commençait. Ho Chi Minh et les dirigeants nationalistes bourgeois de la République Démocratique du Vietnam redevenaient, contre leur gré, des maquisards.

Mais l'âpreté de leur combat n'en changeait pas pour autant le sens. Le nationalisme, et lui seul, demeurait le moteur de leur lutte. Et si, à partir de 1952-1953, c'est-à-dire six ans après la reprise des hostilités, le Vietminh radicalisa son programme agraire et « préconisa la levée des masses pour la réduction intégrale des taux de fermage et la réalisation de la réforme agraire », ce ne fut pas par un quelconque renouveau de la volonté de faire du « social », mais, de l'aveu même de Giap, pour des raisons de pure tactique militaire, afin que « grâce à ces mesures, la combativité des paysans soit puissamment stimulée ».

Jusqu'à la défaite de l'impérialisme français en 1954 à Dien-Bien-Phu, et les Accords de Genève qui ressuscitèrent un Vietnam-Nord indépendant, le Parti Communiste Indochinois, mouvement nationaliste petit-bourgeois reconstitué en 1951 dans la zone nord sous le nom de « Parti des Travailleurs du Vietnam », fut incontestablement le noyau central de la lutte pour l'indépendance du Vietnam. Mais rien, ni dans son passé, ni dans son action, ni dans la politique de ses dirigeants qui sont toujours restés étrangers au prolétariat, ne permet de le qualifier de « parti ouvrier », ou de qualifier ses réalisations au pouvoir de « socialistes »... rien hormis son étiquette, du moins pour ceux qui se contentent de ne juger que par cela.

Michelle Verdier.

Lorsque le Vietminh écrasa le prolétariat révolutionnaire de Cochinchine

Le vide de pouvoir créé par la débâcle japonaise est l'occasion attendue par les dirigeants vietminh pour s'emparer du pouvoir. Toutefois, pour arriver à leurs fins, il ne leur suffit pas de la passivité japonaise. Il leur faut encore briser par la force ces mouvements révolutionnaires dont l'ampleur les inquiète, et écraser les organisations révolutionnaires, trotskystes en particulier, dont l'influence est loin d'être négligeable quand elle n'est pas prépondérante sur la leur, comme en Cochinchine, c'est-à-dire dans la partie sud du pays. En effet, dans cette région, déjà en avril 1939, aux élections du Conseil National, deux candidats trotskystes, dont Ta Thu Thau, ont été élus avec 80 % des voix, les staliniens et les gouvernementaux se partageant le reste.

L'annonce de la capitulation japonaise est le signal dans cette région comme dans tous les pays, de violents soulèvements paysans et ouvriers. A Saigon, en particulier, les ouvriers créent partout des Comités du Peuple qui décrètent l'abolition de l'ancien pouvoir, marionnette entre les mains des Japonais, et se déclarent seuls pouvoirs légaux. Le 21 août, pour tenter d'apaiser cette effervescence révolutionnaire, les éléments de droite regroupés dans le « Front National Unifié » appellent à une manifestation pour célébrer l'indépendance. Mais cette journée marquera finalement un succès pour l'extrême-gauche révolutionnaire, représentée par la Ligue Communiste Internationaliste, parti trotskyste : les ouvriers seront des milliers à défiler avec les mots d'ordre révolutionnaires de « Armement du peuple ! », « Terre aux paysans ! », « Nationalisation des usines sous le contrôle ouvrier ! ». A l'issue de cette journée, un Comité Central provisoire, organisme suprême des Comités du Peuple est constitué, ayant son local indépendant, gardé militairement par les ouvriers.

Toutefois, le Vietminh va réagir rapidement. Dans un premier temps, il contraint le « Front National Unifié » à fusionner avec lui, formant le Front Vietminh. Dans un deuxième temps, il fait un coup d'Etat et s'empare du pouvoir.

Voici comment un militant vietnamien raconte ce coup de main (Revue « Quatrième Internationale », **septembre-octobre 1947) :**

« A 5 heures du matin, le 25 août, tous les postes gouvernementaux furent occupés par les chefs du Front Vietminh sans que le peuple s'en rendit compte. Le changement du pouvoir s'opéra silencieusement à l'insu de toute la population. Le Vietminh montait au pouvoir ayant avec lui toutes les classes dirigeantes de la société et l'appareil complet de l'Etat bourgeois... Ce ne fut pas une révolution mais seulement un coup d'Etat monté avec l'appui de toutes les classes d'exploiteurs derrière le dos des masses révolutionnaires. »

Dès sa naissance, la nouvelle république « démocratique » annonce sa couleur. Deux jours après le coup d'Etat, le stalinien Nguyen Van Tao, commissaire de l'Intérieur du gouvernement, menace les trotskystes de la L.C.I. en ces termes : « Seront sévèrement et impitoyablement punis ceux qui auront poussés les paysans à s'emparer des propriétés foncières. » « Nous n'avons pas encore fait la révolution communiste qui apporte la solution au problème agraire. Ce gouvernement n'est qu'un gouvernement démocratique, c'est pourquoi il ne lui appartient pas de réaliser une telle tâche. Notre gouvernement, je le répète, est un gouvernement démocratique et bourgeois, bien que les communistes soient actuellement au pouvoir. » (IVe Inter., op. cité.)

Cependant, si le Vietminh est au pouvoir, s'il entame dès ce moment une politique de compromis vis-à-vis des alliés vainqueurs de la guerre, il doit faire front à la population paysanne et ouvrière qui attend encore de lui la satisfaction de ses revendications « la terre », « les usines ».

Les calomnies lancées contre les dirigeants trotskystes ne cessent plus : « Ceux qui incitent le peuple à l'armement seront considérés comme des saboteurs et des provocateurs, ennemis de l'indépendance nationale. Nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par les alliés démocratiques. »

Le 10 septembre, les troupes anglaises débarquent à Saigon, les avions français survolent la ville en vagues successives. Le 12 septembre, les Comités du Peuple et la Ligue Communiste Internationaliste rédigent un manifeste commun pour dénoncer la politique du Vietminh.

Cependant, les illusions que garde la grande majorité de la population, et même les dirigeants ouvriers, vis-à-vis du nouveau pouvoir, restent immenses. Aussi, lorsque celui-ci décidera de ne plus se contenter de calomnies mais de liquider tous les chefs de l'opposition ouvrière et paysanne, c'est une bien faible résistance qui lui sera opposée. Ainsi, dans « Quatrième Internationale » **de septembre-octobre 1947, on peut lire un exemple de la manière dont s'opéreront les arrestations massives qui marquèrent la journée du 14 septembre 1945 à Saigon : « Le 14 septembre, à 4 heures et demie du soir, le chef de la police stalinienne Duong Bach Mai envoya un détachement armé encercler le local des Comités du Peuple, où l'assemblée était en pleine séance... On nous enleva les mitrailleuses et les pistolets de guerre. On saccagea notre local en brisant les meubles, déchirant nos drapeaux, volant les machines à écrire et brûlant tous nos papiers. »**

TA-THU-THAU
Assassiné parce qu'il défendait les idées révolutionnaires.

C'est là le début de l'écrasement du mouvement révolutionnaire à travers l'ensemble du pays. Les dirigeants trotskystes seront systématiquement liquidés, l'avant-garde ouvrière brisée, le mouvement paysan cassé. Les dirigeants bourgeois et staliniens de la nouvelle « République Démocratique du Vietnam » se hissaient au pouvoir en décapitant toute tentative et tout espoir révolutionnaires.

En bref

Grévistes du bâtiment à Grenade. (Ph. U.P.I.)

ESPAGNE : UN AUTOMNE CHAUD ?

Début septembre, trois mille cinq cents mineurs des Asturies se sont mis en grève pour protester contre la mort de trois de leurs camarades et contre plusieurs accidents mortels qui se sont produits dans les mines espagnoles ces derniers temps. Leur employeur, la compagnie nationale Hunosa, décida aussitôt un lock-out de ses dix-sept puits, retirant ainsi leur travail à environ quinze mille mineurs ; d'autre part, les grévistes ne seraient pas payés jusqu'au 14 septembre.

Pendant ce temps, à Madrid, à l'heure où nous écrivons, les commissions ouvrières font une intense propagande pour déclencher à partir du 7 septembre, une grève illimitée des ouvriers du bâtiment : ils réclament un salaire minimum de 350 pesetas par jour (environ 29 F) au lieu de 120 pesetas (environ 10 F).

Enfin deux mille cinq cents employés du métro ont adressé une lettre au ministre du Travail, lui réclamant que la moitié d'une récente hausse des tarifs du transport serve à augmenter leurs salaires et pour appuyer leur revendication ils se refusent désormais à faire des heures supplémentaires.

En effet, comme nous pouvons en juger, l'automne s'annonce très chaud pour le gouvernement franquiste. Car la combativité des travailleurs espagnols est grande, la répression sanglante et systématique du patronat et du gouvernement ne suffit plus à les intimider. Les récents événements de Grenade ont prouvé que, malgré la fusillade par la Garde Civile faisant trois morts parmi les grévistes du bâtiment, le 21 juillet dernier, loin de démobiliser les travailleurs, fut au contraire le point de départ d'un grand mouvement de solidarité dans toute l'Espagne, et particulièrement les travailleurs du métro à Madrid se mirent aussitôt en grève.

Dès lors le gouvernement espagnol, craignant un mouvement généralisé, fut contraint de négocier et des nouvelles conventions collectives furent signées avec les travailleurs du métro ainsi que ceux du bâtiment. Actuellement, ce sont ces mêmes conventions collectives que les travailleurs contestent à nouveau, les trouvant insuffisantes.

La bourgeoisie espagnole risque de trembler fort cette fois-ci, car lorsque les travailleurs sont prêts à affronter fusillades et arrestations pour obtenir satisfaction, il est certain alors que la bourgeoisie peut craindre pour son pouvoir qui ne repose que sur la force et la peur qu'elle suscite.

DUVALIER ET LE TOURISME

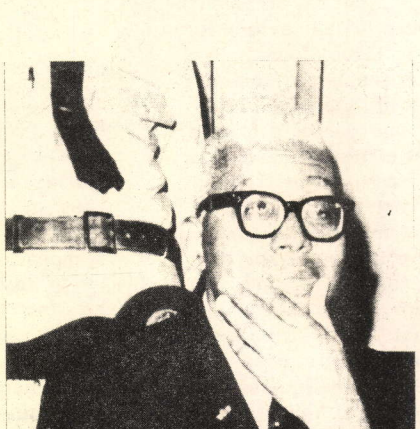
Le journal « Le Monde » ayant consacré un article dans son numéro du 28 août à la famine endémique qui sévit dans le Nord-Ouest de Haïti (Antilles), et qui fait chaque année des milliers de morts, le « Docteur Duvalier » ou « Papa Doc », « président à vie » de la soi-disant République de Haïti, a répliqué à cet article par un violent démenti.

Selon lui : « Il n'y a jamais eu de famine dans le nord-ouest du pays », et « il s'agit de fausses allégations destinées à jeter le discrédit sur le gouvernement au moment où Haïti est en plein essor économique et à la veille d'une magnifique saison touristique ».

Du plein essor économique, parlons-en ! Le reporter d'un journal britannique racontait récemment que des familles d'une dizaine de personnes se partageaient, pour seul repas de la journée, une poignée de riz mélangée à de l'eau et de la terre.

De la magnifique saison touristique, parlons-en aussi ! Rares sont ceux qui se hasardent pour leur plaisir à Haïti. Et plus rares encore ceux qui y retournent. Et cela se comprend quand on sait que parmi les « curiosités » du territoire du sinistre « Papa Doc » (une curiosité parmi bien d'autres), on trouve la suivante : la vente des enfants de certaines familles paysannes pour un dollar afin qu'ils ne crèvent pas de faim !

L.O. 8 perma fondu 1 pt sur 12 B.S. —



« Papa Doc », dictateur. (Ph. U.P.I.)

DE BONS CLIENTS...

Au Conseil de l'Europe qui s'est tenu en avril dernier, le comité des ministres condamnait le régime des colonels grecs pour violations répétées des libertés politiques et individuelles.

Mais le gouvernement français refusait de s'associer à la condamnation, prétextant que le gouvernement grec est sensible aux pressions que l'on peut exercer sur lui. Et cette affirmation n'est pas si absurde qu'on pourrait le croire, tout dépend du genre de pressions qu'on exerce...

En effet, on apprend de source officieuse (« Le Monde » - 30-31 août 70), que la France, brisant pour la première fois le monopole américain des ventes d'armes à la Grèce, aurait vendu 50 chars à ce pays - et pas n'importe lesquels : 50 AMX-30, « le char le mieux équipé du monde », selon l'avis des militaires français - pour la coquette somme de 180 millions de NF.

On voit pourquoi les capitalistes français ne voulaient pas rompre brutalement les ponts avec de si bons clients.

Le gouvernement français a fait des courbettes aux colonels, mais ils ont su se montrer reconnaissants. Comme quoi, entre gens du même monde, on sait se rendre service...

Le général Pattakos. (Ph. A.F.P.)

DES GAUCHISTES PARTOUT

Le vendredi 21 août, vers 15 heures, l'effervescence régnait en gare du Nord à Paris.

Des flics appelés en toute hâte, aidés par leurs collègues en civil, attendaient l'arrivée d'un train en provenance de Moscou, et qui avait été signalé plusieurs gares auparavant.

Un train subversif, rempli de jeunes chantant l'Internationale. Des gauchistes sans doute !

Dès leur arrivée, les jeunes furent invités à se disperser discrètement vers la sortie, que les flics leur indiquaient d'un bâton complaisant — leur donnant quelques coups au passage pour se faire mieux comprendre.

En fait de gauchistes, il s'agissait d'un groupe de jeunes de la C.G.T. qui rentraient d'un voyage organisé par leur syndicat.

La police ne fait pas les mêmes nuances que la C.G.T. et le P.C.F. Pour elle, la vue d'un drapeau rouge et le son de l'Internationale déclenchent un réflexe unique, quelle qu'en soit l'origine.

LES CASSEURS A L'ŒUVRE

« Les travaux de modernisation du bâtiment voyageurs de Chambéry, amorcés en 1969, mais interrompus par suite de restrictions budgétaires, ont repris... l'aménagement de la nouvelle recette voyageurs doit débuter incessamment. »

Cette déclaration de la S.N.C.F. au dernier Comité Mixte Professionnel de l'Exploitation du Sud-Est peut susciter chez des gens curieux la question suivante : pourquoi les travaux furent-ils arrêtés pendant un an et demi ?

Car pendant un an et demi, cette malheureuse gare de Chambéry a présenté le spectacle désolant d'une façade intérieure démolie, rafistolée avec des planches, une salle des pas perdus dans un état lamentable.

Et bien c'est encore une histoire de politicard bourgeois.

Un certain Dumas, député-maire de Chambéry et secrétaire d'Etat au Tourisme de surcroît, voulut que sa gare puisse rivaliser avec celle, tant admirée de Grenoble : façade en verre, portes automatiques, etc.

Ses appuis politiques lui permirent comme par miracle de faire débloquer des crédits dont la S.N.C.F. est si avare habituellement, et voilà les travaux commencés.

Mais les ministères, comme les républiques, passent, Dumas perdit ses appuis et son poste de secrétaire d'Etat, la gare ses crédits, et voilà les travaux suspendus...

Cela dura un an et demi. Et comme on ne pouvait pas attendre indéfiniment un nouveau ministère plus compréhensif, les projets grandioses furent abandonnés et les travaux ont repris à une échelle bien plus modeste, fidèle reflet de la disgrâce du maire.

LES QUATRE PAGES QUI SUIVENT FORMENT UN NUMERO SPECIAL DESTINE A ETRE DIFFUSE A BORDEAUX.

POUR LES LIRE DANS LE BON ORDRE, LES DETACHER ET LES REPLIER A L'ENVERS EN RESPECTANT LA NUMEROTATION EN CHIFFRES ROMAIN.

revue de la presse d'extrême-gauche

rouge

hebdomadaire d'action communiste

Rouge, **7 septembre 70, numéro 78 :**

Sous le titre « le révélateur », le journal de la Ligue Communiste commente ainsi l'élection de Bordeaux. Selon elle, cet épisode électoral « agit à bien des égards comme un révélateur sur l'ensemble de la vie politique française », c'est, déclare Rouge, **une leçon de chose, une démonstration totale.**

A peine plus d'un an après son installation, le pompidolisme, inventé par la bourgeoisie pour régler les problèmes cruciaux de l'économie française, n'a toujours pas fait ses preuves. Sa capacité à résoudre effectivement les problèmes de la compétition européenne et internationale est mise en doute. Les dernières fusions internationales l'ont montré...

Cela est dénoncé par un nouveau prétendant au pouvoir qui propose lui, carrément, de jouer le jeu des affaires d'où que viennent les sous ; mais c'est ce que fait déjà, sans le dire, l'équipe Pompidou.

Mais le pouvoir apparaît aujourd'hui surtout comme un pouvoir sans idées, sans doctrine. L'abandon des références gaullistes traditionnelles (la grandeur de la France...) n'a laissé place à rien. L'idéologie de la participation, dont Chaban-Delmas avait fait un système de gouvernement, se trouve aujourd'hui complètement caduque.

En fait, le pouvoir ne pense pas, il gère. Il ne pense même pas ce qu'il pourrait bien dire pour cacher ce qu'il fait.

Il gère les affaires courantes de la bourgeoisie sans tenter d'apporter de solution d'ensemble aux problèmes de ses mandataires. Il a déjà bien assez à faire pour durer !

Quand quelque chose le gêne, il matraque, il enferme, un point c'est tout.

C'est une politique de cabinet d'affaires et de commissariat de police à la fois, sans plus d'idées.

La bourgeoisie pourrait s'apercevoir un jour que cela ne suffit pas tout à fait à faire un bon gouvernement bourgeois. Car, en dessous de cette surface relativement paisible, en dessous de l'étage où l'ordre règne (relativement !) grâce à quelques discours benoits et à pas mal de flics, la vieille taupe creuse toujours, et la faille pourrait soudainement s'ouvrir...

Qui oserait dire aujourd'hui que les assises du régime sont si sûres que ça, même si Pompidou se carre dans son fauteuil présidentiel, et paraît bien décidé à garder à l'Elysée longtemps ses pantoufles de Raminagrobis ?

Non, rien n'est sûr, c'est pourquoi les matois de son espèce tiennent à faire si bonne figure, même à l'annonce d'une rentrée scolaire catastrophique, même si l'on prévoit que le mécontentement ouvrier ira croissant avec les hausses des prix, même si l'on prévoit pour bientôt le retour sur la scène des petits commerçants et des paysans.

Pas de raison de s'en faire, disent-ils... Mais ils pensent : ça fait déjà plus d'un an que ça tient... ça durera bien autant que nous...

LA VANITE DES AUTRES

Si les lumières de l'élection de Bordeaux révèlent des failles quand elles se portent du côté du pouvoir, elles révèlent des ruines quand elles se portent sur les partis traditionnels du centre et de la gauche.

Servan-Schreiber a écrasé sous lui le vieux machin radical qu'il avait ressorti de l'oubli pour s'en faire un marchepied.

Mitterrand le grand, qui, il n'y a pas si longtemps encore, prétendait au pouvoir, conseille aujourd'hui discrètement le bouillant chevalier Ajax. Mendès-France, qui figurait aussi il n'y a pas si longtemps sur la liste des bons pour le service suprême, n'a été cité qu'une fois, comme représentant éventuel de Chaban à Bordeaux. Ce n'était sans doute qu'un ballon d'essai, mais bien significatif. Les gens de la Convention des Institutions républicaines soutiennent Taïx, à moins qu'ils ne soutiennent aussi J.J.-S.S.

Les socialistes ont fui à tire d'aile, en la personne de leur secrétaire général lui-même, dès que les sondages leur ont appris qu'ils allaient sombrer dans le ridicule accrochés à un score très dérisoire...

Tout cela est tellement en ruine, que les partis traditionnels ont laissé le terrain avec empressement, à l'immense vanité de Servan-Schreiber.

Celui-ci se donne de grands airs morigène, maltraite les vieux partis, leur tire ou leur pince l'oreille, les recrute, les racolle, ou les maudit. Quelques promesses, du bavardage, et les vieux renards électoraux viennent à la rescousse...

Ainsi, ils désertent les vieilles tanières ; à la soupe ! ceux qui arriveront les derniers seront les plus bêtes !

Ces formations politiques ont survécu à bien des choses. Aujourd'hui, ça fait quand même très, très longtemps qu'elles survivent...

Si Servan est un loup, pensent-ils, nous aurons les miettes du festin. Si jamais il n'est qu'un corbeau, nous aurons toujours le fromage de la fable.

Quant à J.J.-S.S., le coup de dés de Bordeaux n'apparaît pas comme le plus heureux. On ne peut pas lire dans les urnes, mais il est possible que le grand illusionniste ait atteint, pour un temps, le sommet de sa gloire...

L'HUMANITÉ rouge

Huma Rouge, **3 septembre 70, numéro 69 :**

Dans son éditorial, L'Humanité Rouge, **après avoir montré la dégradation du niveau de vie des travailleurs ces derniers mois, conclut :**

C'est seulement par l'action de la lutte de classe que la classe ouvrière, avec à sa tête son avant-garde marxiste-léniniste balaiera le vieux et créera le nouveau et instaurera la dictature du prolétariat.

Nous en avons assez de ces bavards, de ces phraseurs qui essaient de maintenir, de freiner la volonté de lutte des masses populaires.

Nous en avons assez de ces diviseurs de la classe ouvrière qui crient « unité » et opposent le secteur privé au secteur public et nationalisé.

Séguy, cet agent de la bourgeoisie a déclaré au journal « Le Monde », daté du 29 août : « les résultats de négociations de ces derniers mois ne sont pas sans inégalités. Cependant, ils encouragent les travailleurs et leurs organisations à persévérer dans une action syndicale fondée sur la négociation avec l'autre partie ! ».

. . . . . .

L'accord sur la formation professionnelle signé le 9 juillet 1970, et qui concorde avec la ligne politique du VI[e] Plan est une duperie qui n'a pour but que d'accentuer l'exploitation capitaliste en essayant de maintenir les fondations pourries du système capitaliste.

Dans sa déclaration, il parle toujours de « l'échelle mobile » qui n'est que la course à la carotte pour les travailleurs.

D'ailleurs concernant les « négociations » Ceyrac (C.N.P.F.) a déclaré que les organisations syndicales avaient mis en avant les négociations et que « cela est possible si chacun y met du sien ». (« Le Monde » daté du 26 août.)

Tout ce « beau monde » paraît bien d'accord, mais ils oublient l'essentiel, ce sont les exploités.

. . . . . .

La société capitaliste remet en cause en permanence, tant que la machine d'Etat capitaliste n'est pas détruite, les acquits des travailleurs, ce qui mène à une lutte quotidienne contre le capital. Notre lutte économique ne peut de ce fait rester sur ce terrain, et, elle doit être sans cesse portée à un niveau plus élevé, le terrain de la lutte politique.

Le cirque électoral de Bordeaux nous montre que la société bourgeoise est pourrie jusqu'à la moëlle. Les réactionnaires, sociaux-démocrates de tous bords, trotskystes, révisionnistes pensent détourner les yeux des travailleurs sur cet amuse-gueule de l'électoralisme.

Ils se trompent, les élections du douzième arrondissement de Paris, de Nancy ont démontré une prise de conscience nouvelle en ce qui concerne la fonction réactionnaire de l'électoralisme.

La solution des problèmes de la classe ouvrière ne se trouve pas dans les urnes ; mais sur le terrain de la lutte de classe.

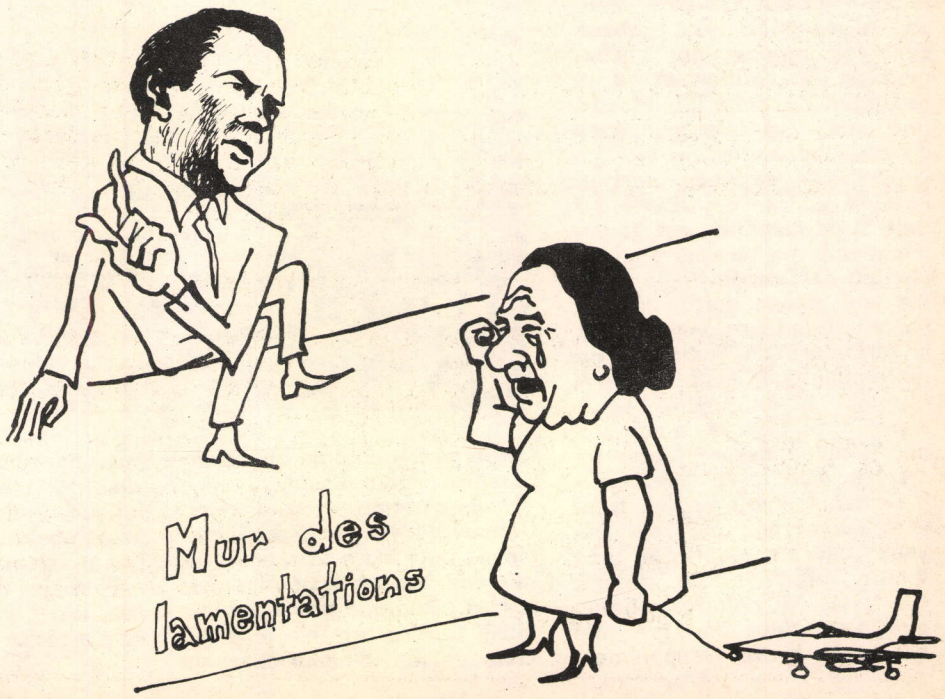
A bas les accords sans principes aux sommets !

A bas l'électoralisme !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

EN AVANT POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

On raconte que peu de temps après la mort de Gide, Mauriac reçut le télégramme suivant :
« Enfer n'existe pas - stop - peux te dissiper - signé :
Gide .»



A Péchiney - St-Gobain :

le fractionnement des vacances et les jours supplémentaires

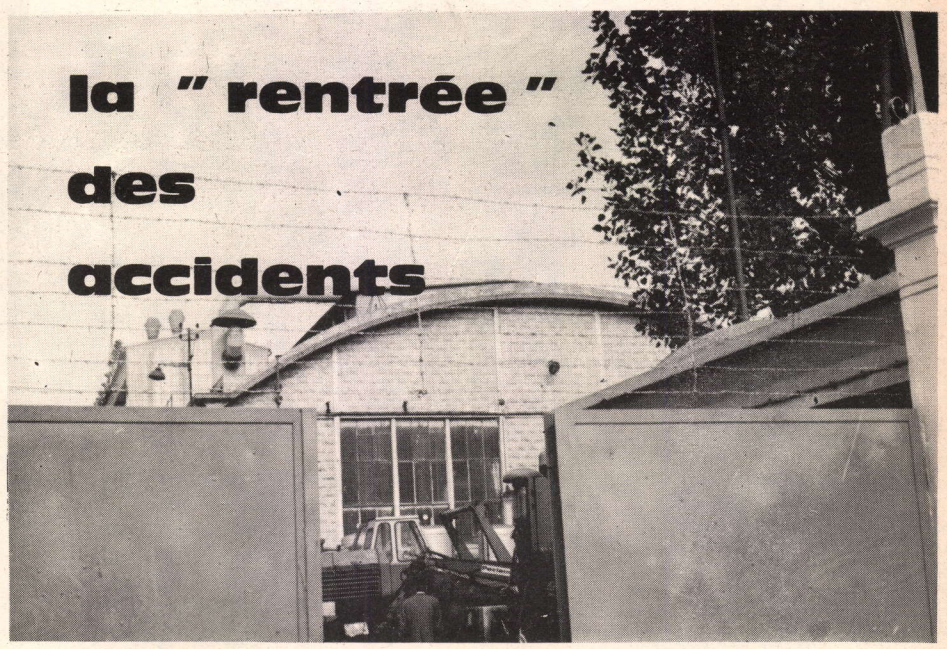
CHAQUE année, au mois d'août, nos ministres font de grandes déclarations sur la nécessité d'étaler la période des vacances et d'expliquer aux travailleurs combien la France est belle à visiter à d'autres périodes que celle du mois d'août, etc., etc. Il faut dire que le gouvernement a accompagné ses belles paroles de certaines mesures et par une loi du 16-5-69 qui a fait octroyer un ou deux jours supplémentaires selon que l'on prenait 3, 4, 5 ou 6 jours de vacances en dehors de la période habituelle.

La direction de Pechiney - Saint-Gobain qui n'y trouve pas son intérêt a tout simplement pondu une note disant que si un ouvrier voulait prendre six jours de congé et bénéficier ainsi de jours supplémentaires, il ne sera « accédé à sa demande qu'en échange d'une renonciation écrite au bénéfice des jours supplémentaires ». Un vrai chantage de gangsters. Par contre, au siège social, où se trouvent les services « tertiaires » de l'usine, la direction avait décidé pour 69 et 70 d'accorder les deux jours à tout agent prenant six jours en dehors de la période légale. Ce qui n'a pas empêché certains directeurs de service d'appliquer la règle des usines.

De plus, sur les conseils de la direction, les directeurs d'usine s'arrogent le droit de ne pas accorder de fraction inférieure à six jours. Donc pas question de garder trois, quatre ou cinq jours de vacances (or quand on ne travaille pas le samedi : 5 jours font une semaine, et parfois lorsqu'il y a un jour de fête dans une semaine, c'est seulement quatre jours de congés, ce qui permet de se reposer une semaine). Mais cela ne convient pas du tout à la direction de Péchiney qui a refusé cela en avançant un argument qui pourrait faire sourire si les salariés n'en étaient victimes : selon la direction, elle s'oppose à ces petits congés car cela ne permet pas une récupération physique et nerveuse suffisante !

Les bonnes âmes qui ne craignent pas d'enfreindre la légalité pour nous sauver !

IDÉAL STANDARD (Aulnay-sous-Bois) :



APEINE les travailleurs d'Idéal Standard étaient-ils revenus de vacances que, coup sur coup, deux accidents du travail qui auraient pu avoir des conséquences tragiques se sont produits.

Lundi 31 août, jour de rentrée des vacances, à 23 heures, alors que la majeure partie des ouvriers avaient quitté l'atelier quelques dizaines de minutes auparavant, une formidable déflagration s'est produite au moment où, comme cela se fait à la fin de chaque tournée, on vide le cubilot (immense cuve où s'opère la fusion, c'est-à-dire où se fabrique la fonte). Les portes du cubilot ont été ouvertes, la fonte qui y restait est tombée sur le sol qui se trouvait être humide, ce qui provoqua l'explosion.

Mais citons le tract CFDT sur la relation de ces accidents :

« Cinq ouvriers ont été soufflés, mais par miracle s'en sont sortis simplement traumatisés. Pour donner une idée de la violence de l'explosion, il suffit de considérer les dégâts : des murs ont volé en éclats, des portes ont été soufflées à plusieurs dizaines de mètres, le cuivre a fondu dans les câbles électriques.

« Cet accident n'est pas le fait du hasard, mais a été provoqué par une réaction bien connue en fonderie.

« En effet, la fonte est tombée sur un sol humide, ce qui a créé une réaction chimique qui a libéré l'hydrogène et qui, à son tour, a explosé. Si des précautions avaient été prises pour veiller à ce que le sol soit sec, il n'y aurait pas eu d'explosion.

« Qui est responsable ?

« Pour nous il est clair que c'est la direction et elle seule.

« C'est à elle de veiller à ce que les normes de sécurité soient respectées. Alors qu'il y a à proximité du cubilot strico un poste d'arrosage et que l'eau peut encore arriver par d'autres endroits, c'est une négligence proprement criminelle de n'y avoir pas veillé. Et cette négligence ne date pas de lundi, elle est vieille de plusieurs mois.

« De même dans l'accident qui s'est produit à l'Usinage A mardi à 11 heures et dont a été victime notre camarade Miloud Mimouni.

« En effet, il a eu sa manche prise dans la broche de la perceuse radiale, il a fait un tour autour de la machine et a été projeté. Il a été blessé à la tête et aux membres. Heureusement, le choc à la tête n'a pas entraîné de fracture.

« Là encore notre camarade aurait pu y laisser sa vie. Et tout ça parce qu'aucun système de sécurité n'est prévu pour des cas de ce genre. Ces systèmes existent, ils peuvent facilement être adaptés sur les machines. Mais cela risque de faire baisser le rendement. Alors... alors les ouvriers doivent-ils risquer leur vie pour assurer le rythme de production ? »

La sécurité est tellement négligée à Idéal-Standard que l'entreprise est tristement connue à l'hôpital de Villepinte où vont les blessés. Plusieurs fois par semaine, l'ambulance fait le trajet usine-hôpital. On se demande à chaque fois comment il se fait qu'il n'y ait pas eu de mort. Mais malgré tout des travailleurs restent handicapés des mois quand ce n'est pas toute la vie. Et puis un jour ou l'autre quelqu'un y laissera sa peau. Et la direction d'Idéal-Standard pourra difficilement, avec tous ces précédents, nier qu'il s'agisse là d'un assassinat.

A la Régie Renault (Boulogne-Billancourt) :

AU SERVICE COMPTABLE, LA PENURIE DU PERSONNEL PENDANT LA PERMANENCE D'AOUT A ETE PALLIEE PAR... LES HEURES SUPPLEMENTAIRES !

LA Régie Renault, cette année comme les précédentes, a fermé durant tout le mois d'août.

La grande majorité des bureaux n'ont pas travaillé, mais une permanence a été assurée dans les services qui s'occupent de l'expédition et de la réception de matériel, et surtout ceux qui effectuent des travaux comptables.

Dans ces services comptables, la charge de travail durant la permanence est sensiblement la même que dans le courant de l'année. Mais comme une grande partie du personnel prend ses vacances à la fermeture de l'usine, il ne reste plus, pour assurer la permanence, qu'un nombre réduit d'employés, trop peu nombreux pour pouvoir assurer correctement la marche du service.

Certains employés, se trouvant submergés par des travaux qui ne souffrent pas d'être effectués en retard, n'ont pas vu d'autre solution que d'effectuer bon gré mal gré des heures supplémentaires, et il y en a eu beaucoup durant ce mois d'août.

Mais c'est un cercle vicieux. Comme il n'y a pas assez d'employés pour faire le travail, on fait des heures supplémentaires, et comme le travail se fait ainsi, la direction n'a plus aucune raison d'embaucher du personnel supplémentaire. Le résultat, c'est la tension, la fatigue, l'usure des nerfs... et la perspective de remettre ça l'an prochain.

Pour la direction, en tout cas, il n'y a pas de raison que ça s'arrête.

Correspondant L.O.

C.S.F. (Saint-Égrève) :

les assurances ne sont que pour les patrons

RECEMMENT un incendie a détruit une grande partie de l'usine C.S.F. à Saint-Egrève dans l'Isère.

Or, dès l'annonce du sinistre la presse et la radio se sont fait l'écho de déclarations de la direction locale de cette usine, déclarations selon lesquelles l'incendie alait réduire au chômage ge la grosse majorité des ouvriers de cette entreprise.

Une fois de plus on voit là comment comptent les patrons : l'usine brûle, les assurances incendie souscrites rembourseront aux patrons la quasi-totalité des bâtiments et des machines détruites (sans compter que des machines neuves remplaceront celes qui étaient souvent déjà largement amorties et à remplacer quelquefois...), les patrons en plus touchent en général, toujours de la part des assurances, une indemnité compensant le manque à gagner pour les contrats non honorés, bref, l'un dans l'autre, ils n'y perdent pas, quand ils ne sont pas bénéficiaires, ce qui n'est pas rare... Mais, dans ce système d'assurances, les ouvriers, eux, n'entrent pas en ligne de compte, et on parle de chômage, qui même si ce sont les ASSEDIC qui compensent, constitue pour tous une énorme perte.

A chaque fois qu'un accident entrave la production, les patrons ont tout prévu pour qu'il ne leur en coûte rien. Les travailleurs, personne ne s'en préoccupe...

LA RENTRÉE SOCIALE DE LA C.F.T.

DEPUIS les élections de juillet dernier, le syndicat indépendant maison SNI SC-CFT a pris le contrôle du Comité d'Entreprise et par là même de la cantine. Tout au long de la campagne électorale la CFT avait centré sa propagande sur la mauvaise qualité des repas servis par la cantine (alors contrôlée par la CGT) et réclamé la gratuité du pain supprimée quelques mois auparavant.

Dès les derniers jours du mois d'août, alors que les usines du groupe reprenaient leurs activités, la CFT n'a pas attendu pour faire parler d'elle.

Le 27 août une délégation des employés de cantine se rendait auprès du nouveau secrétaire (CFT) du CE pour réclamer des garanties de leur emploi. Ce dernier faisait aussitôt occuper les locaux du C.E. par une équipe formée d'une cinquantaine de nervis du syndicat indépendant conduits par le chef de sécurité de l'usine du XV^e^.

Quelques jours plus tard, 44 employés du C.E. recevaient une lettre de licenciement. La CFT a sans doute décidé de faire des économies sur le dos des salariés du C.E. Dans le même temps le syndicat indépendant avait confié la gestion des cantines à la société Jacques Borel qui possède de nombreux self-service.

Les premiers jours de la nouvelle gestion les travailleurs furent agréablement surpris par la qualité des repas servis, d'autant plus que la CFT avait effectivement tenu sa promesse de pain gratuit. Mais au fil des jours la taille des frites diminuait à vue d'œil, ainsi d'ailleurs que les portions de fromage, la qualité de la viande empirait et les bouteilles de soda passèrent, sans baisse de prix, de 25 cl à 22 cl. Et ce n'est sans doute qu'un début...

Face à cette situation que comptent faire la CGT et la CFDT ?

Pour l'instant cette dernière est restée muette. La CGT, quant à elle, appelle les travailleurs à lutter pour exiger de la CFDT le maintien d'un procès que l'ancien CE (à majorité CGT) avait engagé contre la direction à propos de la subvention des cantines.

Dans la pratique la CGT semble vouloir axer sa propagande sur le thème : « Lorsque nous gérions le C.E., tout allait mieux ».

Mais des années de gestion « ouvrière » de la cantine ont montré que face à une direction bien décidée à accorder les subventions les plus faibles possibles, les syndicalistes étaient obligés pour équilibrer le budget du C.E. soit de faire des acrobaties sans nom, soit de dresser contre eux les travailleurs en augmentant le prix des repas, en supprimant la gratuité du pain, etc...

Plus que revenir à l'ancien état de choses, il s'agit aujourd'hui de mobiliser les travailleurs pour obtenir de la direction et de ses créatures des repas décents à un prix modique.

EN TOUTE « INDEPENDANCE »

Un autre domaine où le SNI SC-CFT a fait parler de lui est celui de la liberté syndicale.

A l'usine d'Asnières une vieille déléguée CFDT (60 ans), très populaire dans l'entreprise, a été prise à parti par un commando de la CFT, appuyé par le chef des gardiens, qui l'a molestée et lui a arraché ses tracts.

Par ailleurs, sur les chaînes de Balard (15^e^), la maîtrise et les agents de secteur accrochent les immigrés dont le contrat de travail de 6 mois se termine actuellement et leur déclarent :

« Si vous voulez le renouvellement de votre contrat, il faut renouveler votre carte de la CFT, sinon c'est la porte. »

Il y a des années que la CGT et la CFDT réclament, sans succès, la suppression des contrats provisoires qui servent de moyens de pression considérables à la direction.

Dans le bâtiment à Clermont-Ferrand :

RACISME ET RÉPRESSION

Ils construisent des H.L.M... et vivent dans des bidonvilles. (Photo L.O.)

SUR les chantiers du bâtiment qui emploient un grand nombre d'émigrés, les conditions de travail sont particulièrement pénibles et l'arbitraire patronal s'y manifeste largement.

AU CHANTIER 216

Un de nos camarades marocains, travaillant sur le chantier 216 (vers Bergougan) risque d'être expulsé de France par la faute de Chambon. En allant à la Sécurité Sociale se faire rembourser, il apprit qu'il n'était pas déclaré alors qu'il travaillait depuis cinq mois. Soit volontairement, soit par négligence de la part de Chambon, notre camarade s'est retrouvé dans une situation illégale. Pour normaliser sa situation, il monte au bureau et là, Chambon déchire son contrat. Recherché par la police sur le chantier, il se trouve dans l'obligation de chercher rapidement un autre contrat, soit de repartir au Maroc.

Mieux vaut pour un patron faire expulser un travailleur que d'avouer qu'on ne respecte par la loi.

A AUBIERE

Trois travailleurs nord-africains ont été licenciés en quinze jours. L'un d'eux avait refusé, comme il en a le droit, de faire un travail de terrassement, alors qu'il était embauché comme maçon.

L'argument avancé par le conducteur de travaux est qu'il y a trop d'ouvriers sur le chantier. Nous n'avons pas à subir les conséquences de la mauvaise organisation du chantier. De toute façon, aucune raison ne peut justifier qu'on retire son gagne-pain à un travailleur.

A GERZAT

Un de nos camarades, Habani Abd El Kader, a été victime d'un accident mortel en revenant du travail en vélomoteur, samedi 1^er^ août. A cause de cela, quatre travailleurs viennent de perdre leur emploi : pour accomplir les démarches administratives, collecter l'argent auprès de leurs camarades, pour payer les frais de transport du corps en Algérie, quatre travailleurs avaient pris leur journée de lundi.

Parce que leur tête ne revenait pas au chef, le mardi matin, tous les quatre sont licenciés sans que ce dernier daigne leur donner un mot d'explication.

Chaque semaine, soit lui-même, soit par l'intermédiaire de sa maîtrise raciste, Chambon fait régner son arbitraire sur les chantiers : insultes, vols sur la paye, licenciements, etc...

Mais les travailleurs ne sont pas des esclaves. Si chaque fois que l'un de nous est licencié nous réagissons collectivement par des arrêts de travail, nous pouvons imposer sa réintégration immédiate, car la seule chose que craint le patron, c'est notre riposte.

(Extraits du Bulletin L.O. de Clermont-Ferrand).

L'entreprise F. Bouygues

Le compagnonnage au XX^e^ siècle

Un lecteur nous a fait parvenir les informations suivantes sur l'entreprise Francis Bouygues (Clamart).

Nous les publions d'autant plus volontiers qu'elles font connaître une situation pour le moins étrange.

Au début de l'été, l'action de l'entreprise Francis Bouygues a été introduite en Bourse au cours de 395 F pour un nominal de 100 F. Dans les milieux d'affaires on dit que M. Francis Bouygues est un ami de M. Chalandon. Est-ce vrai ? Son entreprise est prospère et ne semble pas avoir de difficultés à se procurer des marchés. Les bénéfices sont appréciables et une astuce juridique reposant sur la création de sociétés, ensuite absorbées, lui a permis jusqu'alors de bénéficier au maximum des possibilités d'amortissements en exemption d'impôts.

Mais notre propos n'est pas là. L'astuce de M. Francis Bouygues pour tenir ses ouvriers et éviter les conflits sociaux repose sur la création de deux organismes : le S.A.C. et l'« Ordre de Minaurange ». Le S.A.C. ne veut pas dire comme on pourrait le penser Service d'Action Civique mais Syndicat Autonome de Clamart. Quant à l'« Ordre de Minaurange », il s'agit d'un ordre de compagnonnage avec 3 degrés : les novices, le 1^er^ grade, le second grade. Les ouvriers admis dans cet ordre portent une tenue spéciale avec insigne de leur grade. La direction de l'entreprise verse 10 % de la masse salariale à cet ordre qui en répartit 50 % suivant une hiérarchisation correspondant au grade. Les 50 % restants servent à payer les tenues spéciales et à financer une fois par an, à la Pentecôte, un voyage organisé.

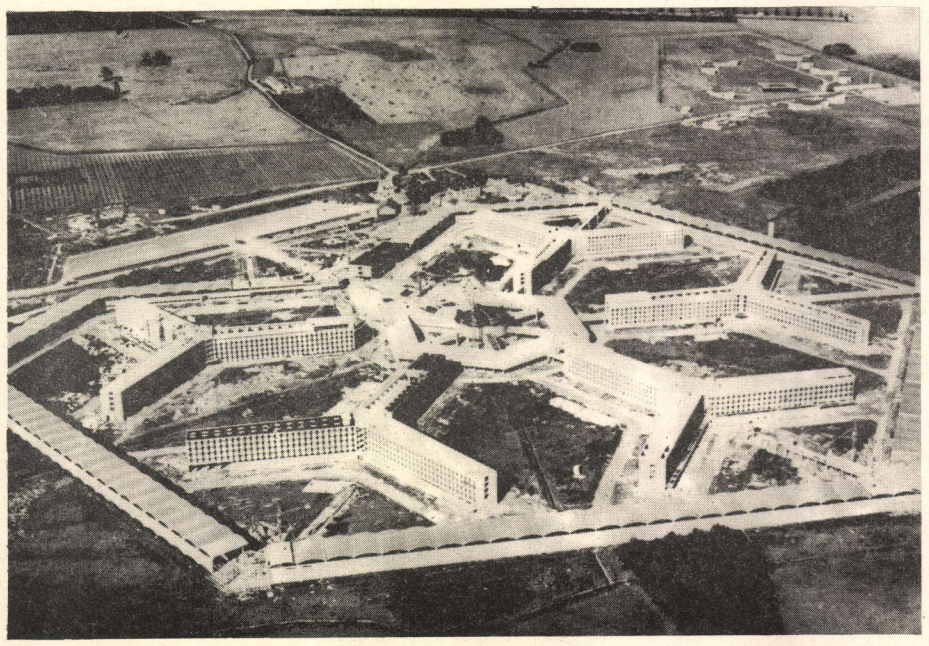
Cette pratique a assuré jusqu'à présent à l'entreprise une paix sociale presque totale. La grande masse des travailleurs (manœuvres, ouvriers spécialisés) sont des immigrés et leur rotation au sein de l'entreprise est assez rapide (moyenne de 6 mois) ; la minorité privilégiée : contremaîtres, techniciens, est membre du S.A.C. et du Minaurange et assure l'encadrement permanent. Voici en quelque sorte l'art de se procurer à bon marché des garde-chiourme par la flatterie et la distinction.

Jusqu'à quand le stratagème marchera-t-il ? Voilà la question que l'on est en droit de se poser. Que font les organisations syndicales représentatives ? C'est un mystère. Simca, Citroën sont souvent dénoncés. Pourquoi rien n'est-il fait pour démystifier les travailleurs de cette entreprise ? Peut-être pense-t-on qu'il s'agit là d'une forme avancée de la participation.

Un lecteur de L.O.

Le rapport de l'administration pénitentiaire

Rien de neuf à l'ombre !



La prison la plus grande et la plus « moderne » d'Europe (Fleury - Merogis) U.P.I

SI le coût d'un délinquant emprisonné (près de 8.000 NF par an) est plus élevé que celui d'un étudiant (5.000 NF), cela n'augure certes pas du confort des prisons françaises mais bien plutôt de l'indigence encore plus grande de l'Université.

Quant au sort des délinquants ou des présumés délinquants, il vient d'être rappelé par un rapport de l'administration pénitentiaire édifiant: avec 7.371 F par an, soit 21,85 F par jour, le détenu n'a pourtant en moyenne que 2,85 F de nourriture, 0,73 F d'habillement, 0,90 F de soins médicaux, 14,04 F de personnel (dont la vertu éducative n'est certes pas la qualité dominante). D'après des chiffres datant de 1962, 70 % des prisons étaient dépourvues d'installations sanitaires, 50 % n'étaient pas chauffées. Ce rapport confirme une fois de plus que la détention des « délinquants » n'a que peu d'effet curatif ni même d'intimidation puisque près de la moitié sont récidivistes. Pourtant il existe un règlement qui interdit en principe de mélanger les prévenus (seulement présumés coupables), les délinquants primaires et les récidivistes de plus ou moins longue expérience. Ce règlement est, bien entendu, constamment violé faute de « locaux », et de bien d'autres choses. Aussi, malgré tous les rapports bien intentionnés sur la nécessité de centres de « rééducation », de réadaptation à la vie sociale la prison reste aujourd'hui ce qu'elle a toujours été : une mise au rebut qui entretient la délinquance plus qu'elle ne l'enraye. Jusqu'ici, rien de très nouveau.

Pourtant on aurait pu s'attendre à certains changements après les déclarations fracassantes d'il y a près d'un an sur la réforme de la justice. A l'époque, Pompidou lui-même s'était fait le champion de la rénovation judiciaire.

Tout le monde sait que le Président de la République a l'âme et surtout le verbe sensible en la matière. Il s'était même permis de critiquer l'action de la Justice derrière des vers de Paul Eluard à propos de l'affaire Gabrielle Russier. A la suite de quoi en particulier, la détention préventive devait devenir « exceptionnelle ».

Près d'un an après, les élans poétiques du Président ont été classés pour une anthologie future... et la fameuse réforme judiciaire a fait long feu : la proportion des prévenus parmi les détenus n'a pas diminué, ele a même légèrement augmenté pour atteindre 37,5 % cette année contre 37,1 % l'an dernier. La moitié des suicides en prison sont le fait de prévenus qui peuvent attendre leur jugement incarcérés des mois voire des années ! Le rapport de l'administration pénitentiaire cite le cas d'un prévenu qui s'est suicidé après 2 ans et 4 mois de détention alors qu'il attendait toujours d'être jugé.

Cette détention préventive est l'un des aspects les plus scandaleux du régime pénitentiaire français.

Aujourd'hui, l'administration pénitentiaire se plaint qu'il y ait trop de prisonniers, qu'il lui faille mille sept cents places à trouver avant la fin du VI[e] Plan, etc... Mais il y a en France quelques 10.000 prévenus !

Evidemment, cela pose certains problèmes de logements dans un pays où l'on applique la formule « emprisonnez-les tous, la justice reconnaîtra les siens... quand elle aura le temps ».

H. CH.

IBM : Répression

ALORS que la diffusion du bulletin d'entreprise IBM (Corbeil-Essonnes) était sur le point d'être achevée, une voiture de police arrivait, suivie de peu par un car. Ils appréhendaient un jeune diffuseur, tandis que les deux autres parvenaient à s'échapper après une course folle.

Ce n'était pas la première fois que la police intervenait, le mois dernier elle avait déjà arrêté cinq diffuseurs et les avait maltraités au commissariat.

Cette fois-ci, le diffuseur appréhendé se vit reprocher un tract dans lequel les méthodes de la police de Corbeil-Essonnes étaient dénoncées.

Cette fois-ci, pas de gifles, pas de propos ouvertement fascistes, juste une intimidation (ou tentative du moins) à la détention.

Ainsi donc, distribuer un tract, surtout lorsqu'il ne plait pas aux patrons, est un crime, un délit qui fait déplacer jusqu'à la dizaine de policiers.

Il suffit qu'un industriel ait besoin de ladite police pour entraver la liberté de la presse, pour que cette police arrive et opère.

Le matin même, il est à remarquer qu'il n'y avait pas de policier pour régler les feux.

La chasse aux diffuseurs s'est déroulée devant des travailleurs de l'IBM, la nouvelle a été vite colportée et personne ne peut être dupe car la police n'est que l'instrument de la politique de la direction, qui entend interdire aux idées révolutionnaires toute pénétration dans la compagnie.

Mais les diffuseurs et les animateurs du bulletin révolutionnaire d'IBM ne sont pas prêts à se laisser faire. Ce genre de méthode n'a jusqu'ici jamais réussi à empêcher la pénétration et la propagation des idées révolutionnaires. Au contraire, les travailleurs peuvent juger sur pièce.

Correspondant L.O.

Quand la S.N.C.F. fait des économies

VENDREDI 28 août, une manifestation s'est déroulée devant la petite gare de Mondoubleau pour protester contre la décision de supprimer une partie de la ligne de chemin de fer Paris-Saumur : il s'agit des 77 km situés entre Château-du-Loir et Courtalain. C'est ainsi la liaison directe de cette région avec Chartres et Paris qui est supprimée.

On conçoit aisément à quel point cette mesure peut léser la population quand on sait que bien des jeunes et des moins jeunes travaillent dans la région parisienne et reviennent chez eux les week-ends.

Un service de car doit remplacer le train, mais chacun sait quelle perte de temps et souvent quel inconfort représente ce genre de locomotion. La S.N.C.F. elle-même n'ignore pas ces inconvénients puisqu'elle imprime à l'heure actuelle deux fois moins de billets pour les futurs cars ! C'est vraiment faire preuve d'une désinvolture scandaleuse en ce qui concerne l'intérêt des usagers.

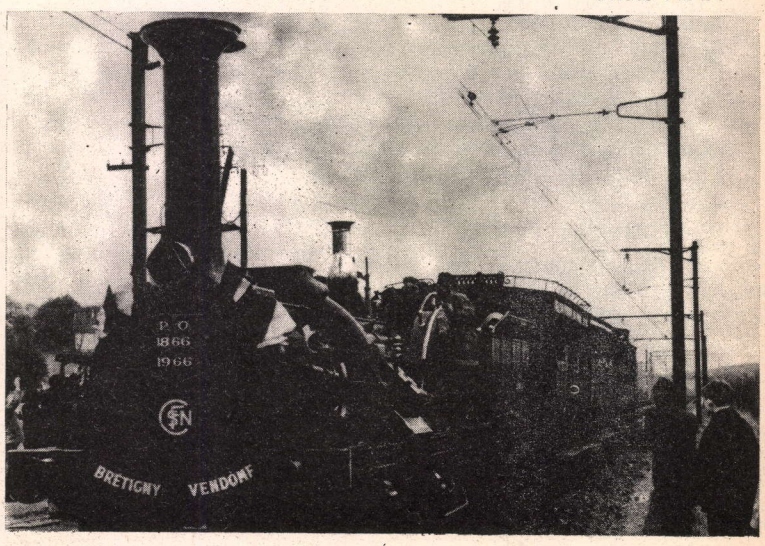
Mais voilà, le gouvernement a décidé de « rentabiliser » les services publics, c'est à-dire de réaliser des économies — souvent même dérisoires par rapport à son budget — sur le dos de la population et la S.N.C.F., pour sa part, est bien décidée à supprimer une grande partie des lignes dites secondaires... du moins pour les voyageurs.

Par contre, les services rendus aux patrons, industriels, entrepreneurs, gros commerçants, la S.N.C.F. se gardera bien d'y toucher : sans parler des tarifs de faveur pour ces usagers-là (et là il n'est plus question du fameux déficit), les lignes qui sont supprimées ne le seront pas pour eux puisqu'elles resteront pour la plupart en service pour les trains de marchandises.

Mais pourquoi voulez vous que l'Etat tienne compte au même titre des intérêts des usagers-travailleurs et des usagers-capitalistes ? Puisqu'il est l'Etat de ces derniers !..

Correspondant L.O.

Photo A.F.P.



FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

XV

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les frères Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

La route est construite dans les délais records, Don Alfonso n'hésitant pas à sacrifier la vie de dizaines d'Indiens, afin de gagner du temps, en les faisant passer à travers les marais. L'existence de la route modifie l'économie du village, les Indiens sont réduits à la misère la plus noire. Affamés, ils vont réclamer du secours à Don Alfonso comme il est de tradition chaque année. Celui-ci refuse et la famine s'installe dans les maisons.

Pour avoir mangé de la viande avariée la Cunshi, la femme de l'Andrès, meurt. Le curé exige vingt-cinq sucres pour l'enterrer à une place convenable... qui lui permette d'accéder au ciel.

Les Indiens avaient envahi le patio ; cela ne leur arrivait que les jours de fête. Un silence hostile accueillit l'arrivée de don Alfonso. Une centaine de regards se fixèrent sur l'Andrès qui, encadré de deux paysans policiers, sortait de la maison, suivi de son enfant qui marchait fièrement.

Au milieu du patio dégagé des péons s'élevait le poteau ; c'était un arbre desséché auquel on attachait les bêtes lorsqu'on les marquait au fer de l'hacienda. C'était là aussi qu'on attachait les vaches qui ne voulaient pas se laisser traire et là aussi qu'on pendait les chiens.

— Amenez-le ici, ordonna le Jacinto qui, à proximité du poteau, était en train de dérouler un lasso.

Le criminel fut traîné par les deux policiers jusqu'aux pieds du commissaire ; là, on lui mit le torse à nu, et avec le licou on lui attacha les deux pouces.

— Veillez à ce qu'il soit bien ajusté. Qu'il n'aille pas tout lâcher et se sauver en courant. Passez l'autre bout par en haut.

L'un des policiers jeta la corde par-dessus la barre du poteau. Les bras et les épaules nus de l'Indien s'étirèrent et prirent une attitude de supplication ; à l'autre extrémité du patio les deux paysans tiraient sur le lasso.

— A la une, scanda l'un d'eux, essoufflé.

Les os craquèrent.

— Une !

Un cri.

— Une !

L'Indien oscillait, maintenu à une hauteur suffisante. La corde, véritable morsure de feu, lui tenaillait les pouces. A chaque mouvement des jambes du pendu la corde se resserrait encore et son pantalon de toile, le seul vêtement qu'on lui avait laissé, commençait à glisser au-dessous de la ceinture.

On venait, en quelque sorte, de hisser le drapeau, le symbole de la foule. Sur champ de cuivre étaient brodées des écailles de crasse avec, entre les côtes, des poux endormis. Il était sommé d'une tête à la chevelure terne et emmêlée. Le drapeau s'agitait. Les Indiens restaient silencieux.

Le commissaire ôta son poncho, cracha dans ses mains et, sur un geste de don Alfonso, fit siffler la lanière qui se clouant dans la chair la déchira sur le coup.

La foule tressaillit et d'elle un murmure d'angoisse s'éleva. Le drapeau indien commença à se tordre sous la douleur.

D'un bond, l'enfant de l'Andrès se lança dans les jambes de l'homme qui fouettait son père et ses dents se plantèrent dans son mollet.

— Ayayay ! Carajo ! Lâche-moi, sale Indien, fils de putain, cria le Jacinto sans pouvoir se débarrasser du gosse qui, des ongles et des dents, se cramponnait.

— Punis-le dur, carajo ! Qu'il apprenne tout jeune à être humble, cria le maître.

Avec l'aide des policiers et du Policarpio, le commissaire parvint à se débarrasser du bambin qui, accroché à ses jambes, venait de lui faire perdre à la fois, l'équilibre et sa dignité de justicier.

— Indien, fils de chienne, hurla-t-il et d'un coup de pied en pleine poitrine il fit rouler l'enfant sur le sol. Sans perdre une seconde, il se jeta sur le guagua étourdi et le fouetta jusqu'au sang. Le petit, sous ses coups, se tordait comme un ver, puis, anéanti, s'évanouit.

Le désespoir et les larmes de l'enfant avaient remué l'âme des Indiens qui, pris de tremblement, se mirent à pleurer. Des Indiennes criaient — Assez, carajo ! Assez ! Eux, ils auraient voulu crier aussi, mais ils étaient pour cela trop habitués à l'humilité, à la résignation, à ces barreaux de fer qu'avaient dressés devant eux depuis l'enfance le curé, le maître, le commissaire, et tous les blêmes prêcheurs de morale. Ce fut en sourdine qu'au milieu de la foule se fit entendre un léger murmure de protestations mêlées de larmes.

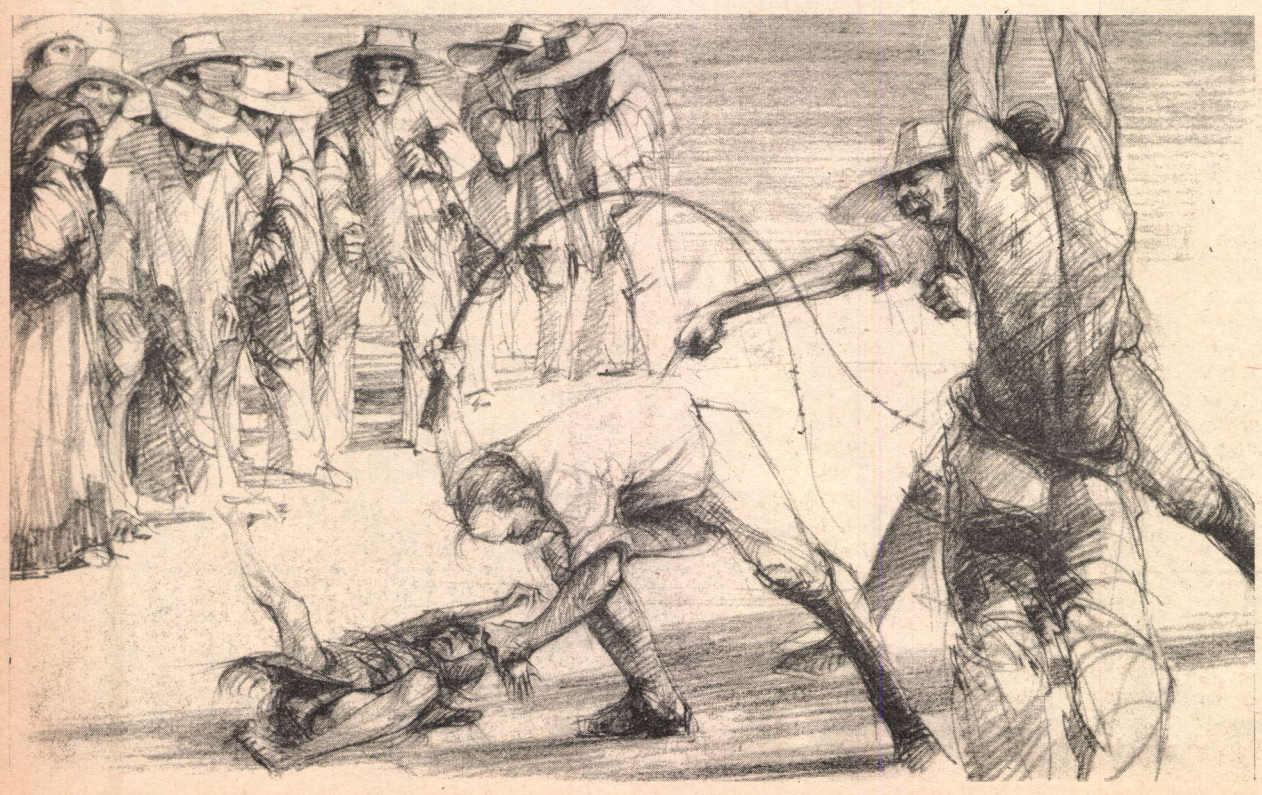
L'enfant châtié, le commissaire se remit à la tâche. Le fouet, de nouveau, fendit l'air et traça des sillons sanglants sur l'épaule brune. Un, deux, cinq, dix.

Un arrêt pour reprendre souffle, cracher dans ses mains, recommencer. Le fouet apaisait les cris, calmait les convulsions, faisait taire les supplications, immobilisait les jambes. Les épaules du délinquant étaient rouges de sang ; la tête s'abattit ; seul le fouet faisait encore osciller le corps maintenant inerte. Ce n'était plus la peine de dépenser ses forces à fouetter un corps évanoui.

Le Jacinto lança avec dédain au supplicié :

— Indien carajo, tu ne peux donc supporter davantage ? Enc... !

Mais l'Indien muet oscillait, accroché au poteau comme un pavillon au bout d'un mât après la tempête.



Les bras de la foule portèrent le père et le fils jusqu'à la cabane. Là, avec un mélange d'eau-de-vie, d'urine, de tabac et de sel, on pansa les blessures et l'on but du guarapo jusqu'à l'abrutissement.

Dans le village, la nouvelle de l'arrivée des étrangers courait de bouche en bouche.

— Ils apportent de l'argent.

— On dit qu'ils sont généreux.

— Pourvu qu'ils nous tirent de la famine !

— Où faut-y aller pour les voir ?

— Y faut qu'y passent par ici.

— Luchita, tu balaieras devant la porte de la boutique. Qu'est-ce qu'y diraient, ces gens, si y voyaient des ordures dans la rue ?

— On dit qu'ils apportent des machines.

— Le Jacinto a dit qu'y en avait plus de vingt.

— Ça c'est bien.

— Ça c'est bien.

— Vivent les gringos !

Des drapeaux furent accrochés au-dessus des portes, comme cela se faisait dans la capitale pour la fête du Sacré-Cœur de Jésus et de Notre-Dame la Douloureuse ; les femmes des paysans se peignèrent avec de l'eau de fleur d'oranger pour éclaircir la teinte de leurs cheveux et mirent des blouses aux ceintures de couleurs vives. Ces paysans, endimanchés, étaient tous prêts à pousser des vivats.

Le curé et le sacristain étaient montés sur le toit de l'église dont le porche regorgeait de femmes et d'hommes ; dans la rue, pataugeant dans les flaques de boue, les gamins et les cavaliers montés sur des chevaux de trait poussaient des vivats en l'honneur des messieurs gringos. Seuls, les Indiens passaient comme des ombres au milieu du vacarme des préparatifs. Lorsque les Blancs s'amusaient ainsi, ils avaient tout à craindre.

Le matin, vers dix heures, trois automobiles remplies d'étrangers traversèrent, sans s'arrêter, le village. Sept camions chargés de machines suivaient. La surprise et la vitesse des automobiles étouffèrent les vivats préparés. On dut se borner à échanger des commentaires.

— Maman, j'ai vu un monsieur qui avait les cheveux rouges.

— Moi aussi, je l'ai vu.

— Comme il était joli, il ressemblait à papa Dieu.

— Est-ce qu'ils ont des femmes ?

— Est-ce qu'ils ont des petits bébés ?

— Est-ce qu'ils boivent de l'eau-de-vie ?

— Est-ce qu'ils boivent du guarapo ?

— Tais-toi. Comme s'ils buvaient de ça ! C'est bon pour des gens comme nous.

Et tout en échangeant ainsi leurs impressions les habitants du village retirèrent les drapeaux et remirent leurs habits de tous les jours.

***

Debout sur un mur, Mr Chapy et don Alfonso traçaient de l'index le croquis des premiers travaux sur le vaste plan de la montagne.

— Tout ça, ça va sans les cabanes. Il faudra que nous construisions nos maisons ici, nos bureaux, tout, commenta le gringo, en désignant les rives du fleuve.

— Ah ! Ce que j'offre, je le tiens.

— Oui, nous avions dit à M. Julio que c'était indispensable, nous avons besoin de vivre en civilisés dans de bonnes maisons bien aérées et ces rives me semblent parfaitement convenir. La route n'est pas mauvaise.

— J'ai dû la faire à la force du poignet.

— Un bon poignet. *Well... Well...* Nous installerons la grande scierie sur cette colline, ajouta Mr. Chapy.

— Là ? demanda le propriétaire en montrant un groupe de huasipungos.

— *Yes.* C'est pourquoi je disais à M. Julio que j'avais besoin que tout soit démoli.

Le gringo désigna encore différentes cabanes qui, recroquevillées dans les anfractuosités de la montagne, devaient disparaître.

— Nous avons du bois pour un siècle, s'aventura don Alfonso avec un petit rire mielleux.

Mr Chapy prit un ton confidentiel.

— Et quelque chose d'autre aussi. Vous n'avez donc pas lu que la Cordillère orientable, de ce côté-ci des Andes, est pleine de pétrole ?

— Ah !

— Vous ne le saviez pas ? Voici quelque temps déjà que le contrat est signé. Nous avons du pétrole ici. J'ai examiné tout cela. Votre oncle et vous aurez d'ailleurs une bonne part dans l'affaire.

Voyez-vous, ce qui nous plaît, ce n'est pas de nous gonfler d'orgueil mais d'argent ; aussi, nous savons nous taire et nous prenons comme prétexte... l'exploitation du bois, par exemple, qui n'est pas une mauvaise affaire notez-le, surtout pour commencer. Ces pays sont des pays de sauvages, et ces brutes-là ne veulent pas nous laisser exploiter le pétrole.

Il cligna de l'œil et rit en montrant toutes ses dents.

— Mais, ici, vous êtes tranquille, personne n'oserait lever le petit doigt. Il ne manquerait plus que ça. Qui, qui peut-être est capable de réaliser ce que vous avez fait ? Vous avez apporté la civilisation, clama le propriétaire en frappant du pied. Mais le mur en terre battue n'était pas solide et il s'écroula en entraînant don Alfonso dans un nuage de poussière.

Le rire de l'étranger fut pour l'orgueil de don Alfonso comme une douche d'eau froide.

— Vous voyez..., cher ami, nous ne savons pas sur quoi nous marchons.

— Sortez de là. L'Indienne écrasait de l'orge dans un moulin de pierre et les deux guaguas s'étaient chargés de faire peur aux poules, afin de ne pas les laisser s'approcher du maïs placé à sécher, au milieu de la cour.

L'Indienne et les enfants demeurèrent bouche bée ; seul le chien répondit par un aboiement prolongé.

— Dépêchez-vous de vous en aller. On va commencer les travaux ici.

Un Indien sortit de la hutte.

— Pourquoi donc nous en aller ? C'est ici mon huasipungo. Depuis le temps de monsieur le grand patron.

— Ça ne nous regarde pas, allez-vous en. Le terrain ne manque pas dans la montagne.

Et comme l'Indien paraissait résolu à ne pas se laisser dépouiller, un des hommes lui lança une bourrade et l'envoya rouler sur le maïs, tandis que les ordres étaient distribués aux paysans armés de pioches et de pelles.

— Allons, tout dehors.

Bientôt le toit de paille tombait, démoli, sur la nudité de l'humble foyer où, malgré la misère, une ancienne culture féodale avait gardé pendant des siècles le secret de sa noblesse.

— Caraju... Je vais le dire au patron, menaçait le malheureux, ne sachant à qui faire part de son impuissance.

— Il t'enverra promener à coups de pied.

Anéanti, l'Indien, entouré de sa femme, de ses guaguas et de ses hardes, supplia :

— Alors... Où allons-nous passer la journée, amitu !

— Je vous l'ai déjà dit, dans la montagne. Pour le moment, on a besoin de ces terrains.

Définitivement dépouillé, l'Indien resta immobile et muet.

Déjà, les murs badigeonnés au goudron étaient renversés sur les chiffons de la paillasse, sur le tas de bouse de vache sèche, sur le poncho, sur les marmites en terre, sur le vieux grand-père accroupi dans un coin.

Alors, l'Indien rassembla ses haillons, les poules et le maïs, chargea sur ses épaules le père paralytique et, suivi de la femme à qui il confia son maigre bagage, des guaguas et du chien, il prit le chemin de la forêt. Il avait pensé aller demander abri à son compère Tucuso. Mais, sur le chemin, il rencontra d'autres familles, elles-mêmes dépouillées de leur cabane et, notamment, celle de son compère.

*
**

Le fils de l'Andrès, qui était descendu au fleuve pour aller chercher de l'eau, revint d'une traite au huasipungo et tout haletant prévint son père :

— Y sont en train de démolir la cabane de Cachiluma. Le maître-commissaire a dit qu'y va venir à la cabane de papa.

— Caraju ! Y fait quitter le huasipungo ?

— Ari, taïticu. Y faut fuir, vite. Où qu'il est ce boiteux d'Andrès ? qu'ils disaient.

— Où qu'il est ce boîteux ?

— Ari, taïticu.

— Y me voleront pas comme ça, caraju ! affirma l'Indien.

Son visage était devenu livide. Les yeux grands ouverts, il regardait autour de lui en quête d'un moyen de défense. Comment était-il possible que l'on voulût le chasser de son foyer, de ce foyer auquel il était aussi solidement attaché que l'arbre au sol de la forêt. Il faudrait donc qu'on l'abatte à coups de hache.

Au même instant, à la porte de toutes les cabanes situées sur la grande colline — car il n'était pas encore question de faire évacuer les autres qui, dispersées, se tassaient contre les buissons afin de passer inaperçues — les nouvelles circulaient et faisaient surgir des protestations étouffées. Les hommes relevaient leurs ponchos. Ils s'apprêtaient à recevoir l'étincelle qui ferait exploser cette force angoissée qui leur emplissait les yeux, les mains, les dents. Ils mâchaient des carajos furieux et se grattaient la tête jusqu'au sang, ce sang qu'il leur fallait pour laver leur haine.

Ils entraient dans leur cabane et en sortaient nerveusement. Ils se frappaient la poitrine, menaçaient la nature impassible, comme pour affirmer : ici est notre force, notre fleuve et son argile féconde. Il y a dans nos entrailles une force d'alluvion, une force de haine d'esclaves, nous portons la terre féconde dans nos murailles, mélangée à notre sang.

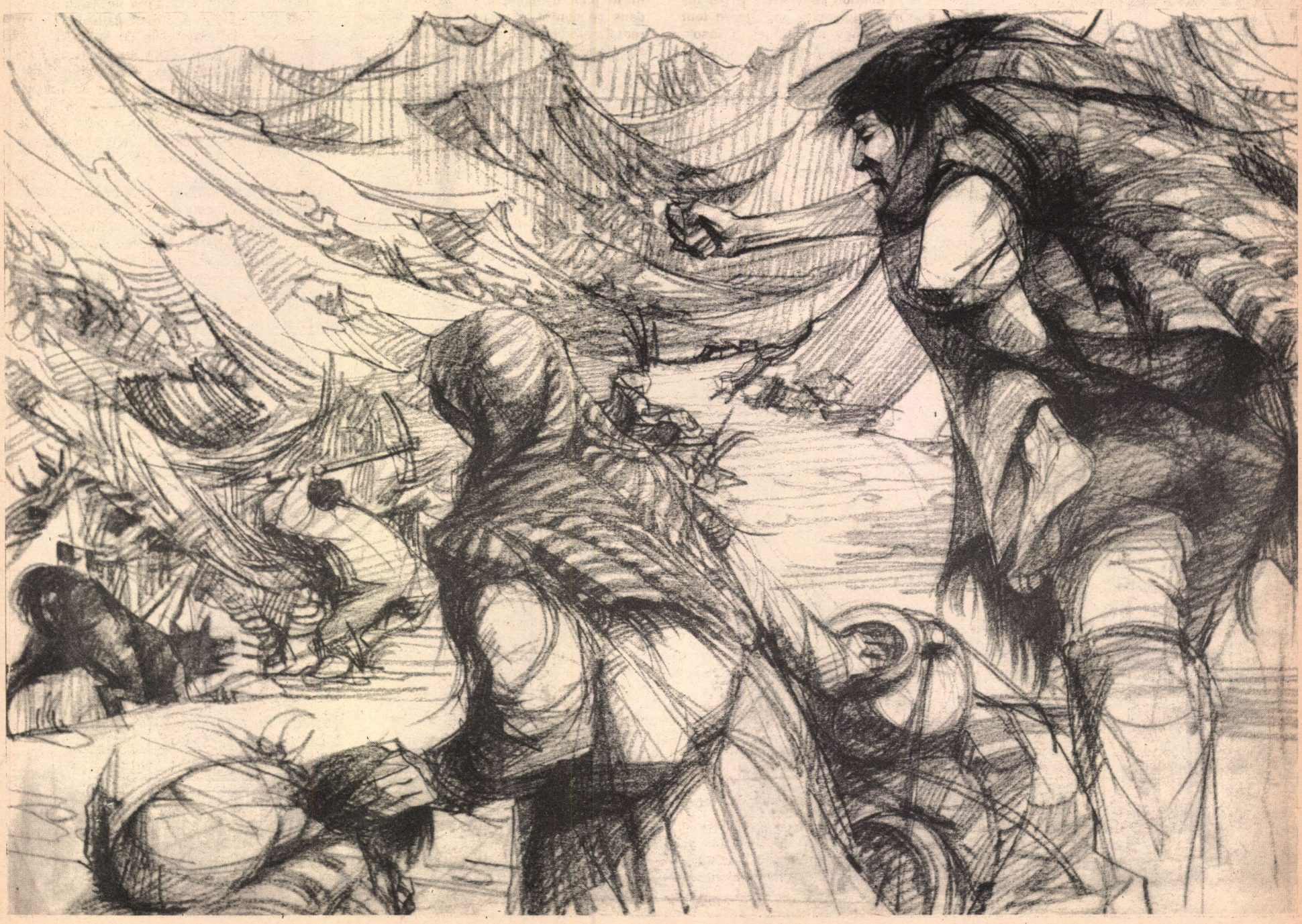
— Venez-y donc, hommes de la ville, carajo ! Où êtes-vous, où sont vos vies ?

La colline et ses cent huasipungos haletait au milieu de la vallée, dans la fièvres de l'attente.

Les bouches étaient sèches, les yeux scrutaient la forêt.

De là-bas, comme une huasca sonore aux mille lassos, la voix du cor que sonnait l'Andrès monté sur un mur les entraîna comme un torrent aveugle.

(à suivre).



MARX-ENGELS

La guerre civile aux États-Unis

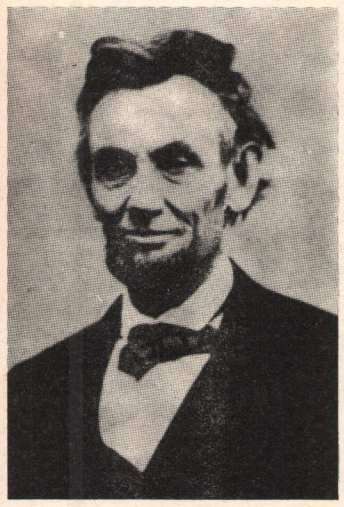
SOUS ce titre alléchant, Roger Dangeville présente un recueil d'articles rédigés à Londres pour la plupart par Marx et Engels, et publiés soit dans le New York Daily Tribune, **soit dans** Die Presse, **à propos de la guerre de Sécession.**

Les premiers Etats d'Amérique, d'abord colonies de l'Angleterre, avaient acquis leur indépendance au prix de deux guerres contre cette dernière, de 1775 à 1783 puis de 1812 à 1814.

Mais la puissance britannique avait cependant maintenu de solides attaches dans les territoires du nouveau monde. Les grandes plantations du Sud continuaient d'alimenter en blé et en coton les ports de Londres et de Liverpool. Bien plus, ces ressources considérables fournies par les Etats d'Amérique permirent à l'Angleterre d'accroître l'essor de son industrie.

Or, ces grandes plantations étaient encore, en cette deuxième moitié du XIX^e^ siècle, régies par le mode d'exploitation esclavagiste. Sur des terres immenses et naturellement fertiles, cette main-d'œuvre peu qualifiée mais nombreuse et bon marché assurait aux riches planteurs de confortables revenus tandis que les industriels britanniques voyaient leurs usines prospérer grâce à l'apport du coton américain.

Tant que subsistait cette situation dans les Etats du Sud, le Nord industriel ne pouvait assurer sa domination sur l'ensemble du territoire et réaliser l'unification nécessaire au développement du capitalisme américain. La question de l'esclavage devint ainsi le centre de la lutte qui opposa de 1861 à 1865 le Nord au Sud.



Abraham Lincoln en 1865.

Les propriétaires d'esclaves, contraints peu à peu de vaincre l'épuisement du sol par l'utilisation de méthodes modernes d'exploitation, de se plier aux lois de l'agriculture intensive, durent exporter leurs esclaves vers de nouvelles terres non encore exploitées. « Un strict confinement de l'esclavage dans son ancien domaine devrait donc — de par les lois économiques **de l'esclavagisme — conduire à son extinction progressive, puis — du point de vue** politique **— ruiner l'hégémonie exercée par les Etats esclavagistes du Sud grâce au Sénat, et enfin exposer à l'intérieur même de leurs Etats, l'oligarchie esclavagiste à des dangers de plus en plus menaçants de la part des « pauvres Blancs », écrivait Marx dans** Die Presse, **le 25 octobre 1961.**

Mais les tentatives sudistes d'implanter l'esclavage dans de nouveaux Etats se heurtèrent naturellement à la volonté du Nord de limiter l'esclavage aux seuls territoires où il existait déjà. Non que le Nord ait été animé de quelconques sentiments humanitaires à l'égard des esclaves. Simplement son but était de substituer un mode d'exploitation à un autre. Et nombre de représentants politiques du clan nordiste furent toujours de farouches ennemis des « abolitionnistes », de ceux précisément qui luttaient pour la suppression de l'esclavage. Simplement, à la fin de la guerre, quand il apparut au Nord indispensable d'abolir l'esclavage pour assurer sa victoire définitive sur le Sud, il chargea Abraham Lincoln, alors Président, de proclamer cette abolition. Lincoln, dont Marx et Engels disaient le 12 octobre 1862 : « (Il) n'est pas le produit de la révolution populaire : le jeu banal du suffrage universel, qui ignore tout des grandes tâches historiques à résoudre, l'a hissé au sommet, lui, le plébéien qui a bien fait son chemin, de casseur de pierres qu'il était au sénateur de l'Illinois qu'il est devenu, lui qui est dépourvu de brillant intellectuel, est sans grandeur de caractère notable et n'a aucune valeur exceptionnelle, car c'est un homme moyen de bonne volonté. La plus grande victoire que le Nouveau Monde ait jamais remportée, c'est d'avoir démontré qu'étant donné le niveau avancé de son organisation politique et sociale, il est possible que des gens de l'ordinaire, animés de bonne volonté, réalisent des tâches pour lesquelles le vieux monde avait besoin de héros. »

Car la victoire du Nord ne pouvait faire aucun doute dès le début du conflit. La guerre de Sécession eut un aspect révolutionnaire en ce qu'elle marquait l'ultime étape de la lutte de l'Amérique contre l'Angleterre, en ce que la victoire du Nord permit de réaliser l'unification des Etats et la formation de la nation la plus jeune et la plus dynamique du monde. Aussi, dans ce conflit, Marx et Engels défendirent-ils ardemment le camp nordiste, dans son aspect révolutionnaire qui lui permit de vaincre la puissante Angleterre et ses commis esclavagistes, et qui obtint pour cela la sympathie des ouvriers du vieux monde.

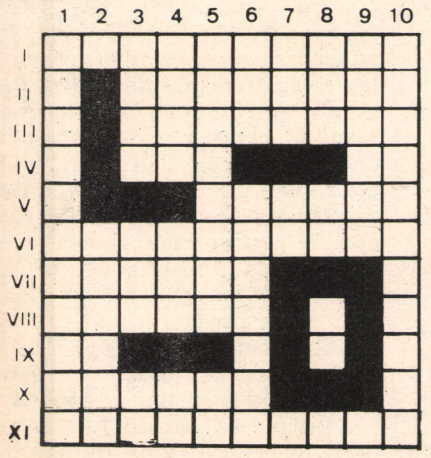
Les soldats des armées nordistes ne dédaignent pas le pillage.
(R. Viollet)

Marx, au nom de l'Association Internationale des Travailleurs, écrivait à Abraham Lincoln, le 30 décembre 1964 : « Depuis le début de la lutte titanesque que mène l'Amérique, les ouvriers d'Europe sentent instinctivement que le sort de leur classe dépend de la bannière étoilée. La lutte pour les territoires qui inaugura la terrible épopée, ne devait-elle pas décider si la terre vierge de zones immenses devait être fécondée par le travail de l'émigrant, ou souillée par le fouet du gardien d'esclaves ?... Les ouvriers d'Europe sont persuadés que si la Guerre d'Indépendance américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes bourgeoises, la guerre anti-esclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières. Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social. »

Les événements relatifs à cette période sont malheureusement fort peu connus en France. La lecture des différents articles publiés par Marx et Engels en est parfois assez difficile. D'abondantes notes viennent au secours du lecteur, mais alourdissent aussi le texte. Ces articles, il est vrai, étaient des commentaires brûlants de l'actualité, cent ans plus tard, le lecteur, évidemment, se sent un peu déconcerté.

Ces textes, néanmoins, permettent au lecteur de mieux comprendre cet épisode déterminant de l'histoire des Etats-Unis, trop souvent dénaturé ou déformé par les historiens et les faiseurs « d'imagerie populaire ».

Hélène Dury.



HORIZONTALEMENT. — 1. Qui se montre. 2. Faisait grand tapage. 3. Mettrai de l'atout. 4. Peu apprécié des pigeons ; Parti révolutionnaire russe. 5. Pas chère, Titine en est une. 6. Se conduire en parasite. 7. Un chien qui serait bien utile à Bordeaux. 8. Ce que fait Giscard. 9. S'il y en a plusieurs, permettent d'embouteiller Paris. 10. Mesures anciennes. 11. Obstination.

VERTICALEMENT. - 1. Pendant de l'intellectualiste. 2. A lui seul, permet d'embouteiller Paris. 3. Doigté ; remis en ordre, le quatrième donne l'heure exacte ; en visite. 4. Trouble ; rivière espagnole ; personnel. 5. Transmet l'influx nerveux ; lie. 6. Préfixe ; fait briller les sols. 7. Renvoie les fidèles ; dans le café. 8. De deux choses l'une : ou il est dans l'eau ou il y a de l'alcool dedans; Symbole chimique ; En vente tous les mardis dans les kiosques ; deux francs ; pour les abonnements, voir en page trois. 9. Il en faut pour faire une brique. 10. Allongeraient.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	O	C	I	A	L	I	S	M	E
II	T	R	A	N	S	■	R	O	E	M
III	A	G	■	S	I	L	E	N	C	E
IV	L	A	P	P	E	R	■	■	Q	R
V	I	N	S	E	■	■	■	L	U	I
VI	N	E	■	C	■	M	I	N	E	T
VII	I	■	A	T	T	I	S	E	■	E
VIII	E	L	■	E	A	T	■	U	I	■
IX	N	A	M	U	R	■	S	■	S	S
X	S	V	E	R	D	L	O	V	■	R

NON AU DOUBLE TARIF DU MÉTRO PARISIEN

ON savait que l'Etat se moquait ouvertement des usagers des transports en commun de la région parisienne depuis longtemps. On sait maintenant qu'il entend continuer encore longtemps.

Le 19 septembre, doit être inauguré le prolongement de la ligne Balard-Charenton. Deux nouvelles stations et deux mille mètres de rails relieront désormais Charenton à Maisons-Alfort. C'est le premier prolongement de la ligne réalisé depuis... dix-huit ans. La mise en place d'un réseau correct de transports en commun exigerait la prolongation de toutes les lignes bien au-delà des limites de Paris dans toutes les directions de la banlieue. Des dizaines de kilomètres donc. A raison de deux tous les dix-huit ans les banlieusards peuvent calculer en siècles la date de la solution de leurs problèmes.

Et bien cela ne fait rien. Le gouvernement estime, lui, avoir assez fait pour se permettre d'envisager une nouvelle augmentation. Et pas des moindres : pour les voyageurs venant ou allant à Paris, le tarif sera tout simplement doublé sur cette ligne : 1,40 F au lieu de 0,70 F pour le billet de deuxième classe, 10 F au lieu de 5,60 pour la carte hebdomadaire de travail.

Comme de plus la mise en place d'une tarification distincte semble poser d'épineux problèmes, la R.A.T.P. a déjà prévu tout un système de contrôle. A la sortie des deux nouvelles stations les billets seront ramassés, ce qui n'existe pas jusque-là sur le reste du réseau. Dans le sens Maisons-Alfort-Paris, des contrôles seront effectués dans les wagons après Charenton pour dépister les fraudeurs. Y compris, bien sûr, dans les wagons de seconde classe, ce qui n'existe pas non plus sur le reste du réseau. La R.A.T.P. n'a pas d'argent pour embaucher du personnel, diminuer les heures de travail ou améliorer le planning des horaires de ses employés. Elle en trouve facilement pourtant quand il s'agit de mettre en place un nouveau réseau de contrôleurs.

Cette mesure aussi injuste pour ceux qui devront utiliser cette ligne qu'aberrante, n'est qu'un premier pas. Le but ultime — le gouvernement ne le cache pas — est d'introduire un nouveau système de tarif où le prix du ticket serait fonction de la longueur du trajet.

Les usagers réclament un tarif unique pour tous les modes de transports de la région parisienne. Ce serait la seule mesure juste pour les travailleurs qui reçoivent une prime unique de transport. Les pouvoirs publics, eux, ont décidé... de diversifier les tarifs du métro.

Cette mesure ne doit pas passer. Si les travailleurs et leurs organisations se mobilisent sur cette question, la R.A.T.P. n'aura qu'à brûler ses billets à double tarif et à reconvertir ses contrôleurs.

Nous en avons la force. La campagne menée en février dernier par **Lutte Ouvrière** et le P.S.U., la mobilisation, pourtant bien faible, des grandes organisations dont la C.G.T. et la C.F.D.T. avant les vacances, ont déjà obligé le gouvernement à un premier recul : l'augmentation prévue et annoncée pour cet été a été repoussée.
Elle est annoncée maintenant pour le début 1971.

Si les travailleurs, si les usagers de la nouvelle ligne savent qu'ils peuvent compter sur le soutien et la solidarité des usagers et des travailleurs de toute la région parisienne et de leurs organisations, qu'ils ne seront pas seuls face à la R.A.T.P., le gouvernement et ses flics, ils ont les moyens de refuser les contrôles, d'annuler pratiquement le double tarif.

Tous les militants, tous les comités d'usagers doivent se mobiliser immédiatement sur cette question. Toutes les organisation ouvrières aussi.

Pas de DOUBLE TARIF DU METRO MAIS EXTENSION DU TARIF UNIQUE A TOUS LES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA REGION PARISIENNE.

PAS DE CONTROLEURS EN SECONDE CLASSE MAIS DES AGENTS DE CONDUITE ET DES OUVRIERS SUPPLEMENTAIRES.

Des travaux de prolongement qui sont facturés aux usagers au prix fort.
(photo L.O.)

TRAINS EUROP EXPRESS ET TRAINS DE BANLIEUE

LE mensuel de la direction S.N.C.F. « Notre trafic » publie dans son numéro de juillet 1970 les résultats d'une enquête sur la clientèle des trains de luxe Trans-Europ-Express, clientèle composée — qui l'eût cru ? — d'hommes d'affaires et de cadres supérieurs.

On apprend que ces messieurs se plaignent du manque de place dans les avions et préfèrent les TEE pour les parcours compris entre 250 et 500 km. Ils apprécient « l'ambiance agréable », la « vitesse élevée » et la « sécurité légendaire » des chemins de fer. On aimerait connaître l'opinion des banlieusards sur l'ambiance et la vitesse en question...

On apprend par ailleurs que 3 % des passagers s'ennuient en T.E.E. ! Les autres se livrent à des occupations diverses, 15,9 % se restaurent ou se rafraîchissent au bar, 13 % se relaxent (par simple curiosité touristique, on aimerait connaître les pourcentages correspondants dans le réseau banlieue aux heures de pointe).

Mais ces messieurs ne sont pas complètement satisfaits : en plus de la réduction de la durée des trajets ils souhaitent la « présence » dans les trains d'un personnel féminin du type « hôtesses » ou « stewardesses ! »

De gentilles filles dans les trains, c'est bien ce qui manque pour agrémenter les transports !

SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS MAOISTES VICTIMES DE LA REPRESSION

Alors que M. Pleven, Garde des déclare sûr tous les tons que la prison préventive doit constituer l'exception, plus d'une centaine de militants, en grande majorité maoïstes, attendent en prison qu'on les juge.

Cinq d'entre eux passent actuellement en jugement, tandis que cinq nent d'être remis en liberté provisoire, autres, dont le cas a été disjoint, vienattendant qu'on les juge à leur tour.

Au moment où nous écrivons, le jugement n'a pas encore été prononcé, mais le réquisitoire du procureur marque nettement la volonté de répresculpés ? D'avoir diffusé *La Cause du*

Que reproche-t-on aux militants insion du pouvoir.

Peuple, journal qui, selon les déclarations de Marcellin lui-même, n'est pas interdit. S'appuyant sur l'argument fallacieux que le simple fait de vendre... ou plus simplement de transporter dans sa serviette des exemplaires de ce journal constitue la preuve qu'il y a reconstitution de ligue dissoute, le procureur réclame de trois mois à six mois de prison pour les inculpés.

La logique de la répression est simple. Le gouvernement dissout arbitrairement, par décret — c'est-à-dire sans avoir à tenir compte de la législation en vigueur, qui pourtant n'a pas été faite pour protéger les révolutionnaires — une organisation : la Gauche Prolétarienne. A partir de là, la justice a le feu vert pour réprimer la circulation des *idées* invoquant le délit de « reconstitution de ligue dissoute ».

Les avocats de la défense dénonçant l'arbitraire ont finalement déclaré qu'ils se tairaient.

« *Aux insultes du Ministère Public ne répondront qu'un banc vide, et mon silence* » a déclaré Maître Leclerc, l'un de leurs défenseurs. Les inculpés, après avoir refusé cette « légalité » qui les plaçait dans les boxes des accusés,, dénoncèrent la violence que la société exerce contre les exploités. « *Si cette justice n'est pas une dérision*, jetèrent-ils à la face des juges, *qu'attend-on pour juger les trafiquants d'embauche de Renault-Flins, les patrons assassins des houillères du Nord les exploiteurs d'émigrés, les CRS assassins de Tautin à coups de crosse...* ». Récusant cette « parodie de justice », ils demandèrent à ne pas assister à leur pour avoir chanté « la Jeune Garde » procès. Finalement ils furent expulsés dans le prétoire, un chant qui écorche les oreilles sensibles de la justice, semble-t-il !

« Prenez garde, proclame cet hymne les bourgeois, les gavés ». Les reprérévolutionnaire, tous les sabreurs, sentants de la justice se sont-ils sentis visés par ces paroles ? Cela illustre parfaitement le camp dans lequel ils se situent.

POURSUITES ENGAGEES CONTRE LES IMPRIMEURS DE "LA CAUSE DU PEUPLE"

Quelques jours avant la comparution, devant la Cour de Sûreté de l'Etat, des premiers accusés de l'ex-**Gauche Prolétarienne,** pour reconstitution de mouvement dissous, deux imprimeurs, M. Boutin, directeur de la Société moderne d'Impressions Graphiques, et M. Lévêque, secrétaire général de la société des imprimeries Hénon, ont été inculpés devant la même Cour pour le même motif.

Pourquoi ? Parce qu'ils avaient imprimé des numéros du journal **La Cause du Peuple !**

Bien sûr, accuser ces deux imprimeurs d'appartenir à la Gauche Prolétarienne, parce qu'ils ont fait leur métier en imprimant ce journal est ridicule ; tout comme est ridicule l'accusation du même ordre portée contre François Maspero, parce qu'il avait mis en vente dans sa librairie, au milieu d'autres journaux gauchistes, **La Cause du Peuple.**

Pourtant, des poursuites ont été entamées contre eux. Elles ont pour but d'intimider, de faire craindre des suites pénales (emprisonnement ou amendes) à tous ceux qui pourraient contribuer à la parution et à la diffusion de La « Cause du Peuple », **journal qui n'est même pas interdit officiellement !**

Ces mesures visent à étouffer, en ce moment, l'expression des idées des camarades de l'ex-Gauche Prolétarienne ; mais demain, elles peuvent être utilisées pour interdire toute expression révolutionnaire.

Elle est belle, n'est-ce pas, la liberté d'expression, en France où théoriquement, le délit d'opinion n'existe pas, et maintenant, les tenants du pouvoir en sont à poursuivre ceux qui, par métier, impriment les idées des autres !